

Le temps du commun

texte amendé avec le concept de
Démocratie communiste.

2017 : une autre voie pour l'avenir de la France

**Unir avec la Démocratie communiste
Construire le Socialisme à la française
Agir avec un Parti communiste
de masse et de classe
au service du Prolétariat**

Création d'une monnaie commune nationale dans un circuit bancaire spécifique, démocratique et à partir de l'Euro. Cette monnaie commune ne pourra pas faire de profit, mais elle permettra de tout échanger du local au mondial. Son étalon, c'est le Travail, à savoir toute activité sociale utile aux autres qui s'échange. Ainsi, c'est la fin du chômage, de la pauvreté et de la misère. Cette monnaie commune activée avec le concept de Démocratie communiste permettra la socialisation des moyens de productions. Progressivement elle va anesthésier, puis dépasser le capitalisme.

En ce début de XXI^e siècle, l'idée-force, c'est bien que le mouvement de l'épanouissement humain et donc de l'émancipation au capitalisme soit le mouvement de l'immense majorité des 99 % qui en subissent ses contraintes et ses diktats. Ces 99 % ne sont rien d'autre que le prolétariat. Les conditions d'une alternative au capitalisme existent désormais. Celle-ci est plus nécessaire que jamais : le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches du monde, exploite et aliène cet autre monde celui des 99 % de la population, le Prolétariat. C'est lui qui participe à la création des richesses que s'approprie une petite minorité privilégiée.

S'il en était besoin, les tragiques attentats de Paris et de Saint-Denis mettent à nouveau en lumière l'urgence de construire un véritable récit émancipateur qui nous désaliène du capitalisme, en mettant en avant l'épanouissement humain, social, écologique qui se construit avec une démocratie commune à tous, celle du sens du bien commun, qui unit le Prolétariat, celle de la partie du peuple des 99 %.

L'espoir ne peut naître que des propositions faites au Prolétariat pour qu'il puisse s'émanciper et se désaliéner des diktats du capitalisme, par son implication dans la construction d'une société qui met en osmose une économie qui permet le progrès social et environnemental et la construction politique collective. Ainsi les conditions pour dépasser le duo mortifère du néolibéralisme et du néofascisme qui nous conduit tout droit aux abîmes de la barbarie, sont réunies par la possible construction permanente de la socialisation de la société, avec sa croissance sociale par l'émergence d'une économie à son service pour anesthésier le capitalisme et ainsi le dépasser.

Notre humanité est en jeu

Le monde, l'Europe, la France sont plongés dans une crise durable et multiforme. Elle est financière, économique, écologique, politique, culturelle et démocratique, et fait croître le chaos mondial : montée des autoritarismes, du racisme, de la xénophobie, mise en concurrence de tous et de toutes contre tous et toutes, exacerbation de la violence et des guerres. Le risque est grand de voir l'intégrisme des marchés

financiers préparer une nouvelle crise plus dure et brutale que la précédente de 2007-2008.

Le néolibéralisme est en crise profonde parce qu'il a de plus en plus de mal à faire accepter aux peuples les régressions et les inégalités sociales et culturelles, mais aussi les reculs démocratiques et la transformation des écosystèmes pour leurs profits, deviennent insupportables. Les guerres qu'il génère pour maintenir sa domination provoquent des mouvements dramatiques de réfugiés fuyant les atrocités et que les dirigeants européens, toute honte bue, laissent mourir à nos frontières.

Produit monstrueux du capitalisme et roue de secours indispensable au maintien de sa domination globale, les populismes et les néofascismes fleurissent dans le monde, singulièrement chez nous en Europe et en France, et le djihadisme, en est la plus sinistre caractéristique dévastatrice de vies et des consciences. Ces populismes prônent une alternative autoritaire et liberticide, nationaliste et raciste, violente et obscurantiste.

La crise actuelle n'est pas seulement une nouvelle crise cyclique du capitalisme mondialisée mais elle est une véritable crise du sens même de notre humanité, et du devenir de la France et de l'Europe. Le monde a changé : l'Occident n'est plus au centre, dominant le reste de la planète comme cela a été le cas depuis que ce monde occidental a cherché à envahir le monde et à exploiter d'autres peuples sur la planète. Les sociétés et les êtres humains ont eux aussi profondément évolué : ils veulent tous se libérer d'un capitalisme financiarisé, productiviste et déshumanisant. Des idées fortes émergent de partout, des aspirations et des expériences individuelles et collectives à mieux vivre ensemble dans la diversité des cultures et dans l'immense aspiration à vouloir améliorer les rapports humains, se font jour. Le désir est fort de partager et d'échanger les savoirs et les cultures. De même est forte la volonté des prolétaires-citoyens de participer aux décisions qui engagent leur avenir et celui de leur pays, du local au mondial.

C'est au regard de ces aspirations et de ces expériences nouvelles que se pose l'ardente obligation de proposer une société pouvant dépasser le capitalisme, celle d'un Communisme hautement démocratisé pour que chacun puisse devenir acteur à part entière du changement.

Penser l'avenir, c'est penser le monde et l'Europe : la France y tient une place particulière

En France, le capitalisme s'abat sans pitié aucune sur notre industrie, nos services et sur le monde du travail, de la création et de la jeunesse. La moitié des travailleurs gagnent moins de 1 700 euros par mois. Les chômeurs sont plus de 5 millions. Et 8 millions de nos concitoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Mais le peuple s'appuie aussi sur la richesse des solidarités nationales qu'il a su construire. Il sait ce qu'il doit à la socialisation des richesses incarnée notamment par la Sécurité sociale.

Nombreux sont celles et ceux, qui ne supportent pas de voir s'étaler dans leur propre pays la misère humaine et le visage d'un monde devenu fou, marchant sur la tête dominée par l'argent et le pouvoir des banques au service des marchés financiers. Une économie communiste construite sur des bases communes à tous, doit être mise en perspective. C'est en construisant du communisme avec sa démocratie et son économie que l'on pourra tout construire et reconstruire autrement avec le potentiel politique et économique de chacun.

La société civile, le monde associatif et syndical comme celui de la création portent de nouvelles idées qui bousculent l'ordre établi. C'est sur eux que doit s'appuyer le mouvement réel du communisme qui cherche à se régénérer. Ils sont des millions à pouvoir investir la réflexion, les analyses, les actions multiformes, les expérimentations pour contribuer à l'émergence de ce projet commun au plan politique, et sur le plan économique social et culturel.

La République dispose en effet, avec l'égalité, la liberté, la fraternité, mais aussi la solidarité et la laïcité, de concepts puissants pour affronter les défis de l'action commune et du partage qu'appelle le XXI^e siècle. Ces valeurs recèlent un potentiel considérable. C'est pourquoi les tenants de l'ordre établi ont engagé une offensive sans précédent pour les vider de leur sens. Ils doivent donc être régénérés à l'aune des défis d'aujourd'hui, par la construction du communisme libérateur et par le combat à mener pour s'émanciper en se désaliénant du capitalisme.

Une France qui se tourne vers le monde et qui s'appuie résolument sur ses principes peut engager le mouvement vers une autre mondialisation, une autre Europe, et retrouver une grande place dans une Union européenne des peuples libres, souverains et associé dans des causes communes.

Le capitalisme conduit le monde dans l'impasse : son dépassement en devient l'urgente nécessité

Ce système n'a aucune solution pour nous en sortir. Au contraire, il nous y enfonce chaque jour davantage. C'est la fuite en avant permanente avec l'accumulation insensée de capitaux et la recherche obsessionnelle du profit, qui s'activent contre les êtres humains et contre la planète. Pour répondre aux défis de l'avenir, il faut donc tout changer pour que tout change.

Ainsi la révolution numérique au fort potentiel pour un épanouissement humain, aujourd'hui entravée par la domination de la finance, appelle à un combat de résistance et à une construction pour en faire un bien commun partagé à toute l'humanité.

Dans ce capitalisme dominé par la finance, tout est utilisé pour augmenter l'exploitation, le chômage de masse, la précarité généralisée, la misère par la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale. Au nom de la rentabilité et du profit, le capitalisme produit au cœur même de chacun de ces enjeux une société de plus en plus inégalitaire, un monde de guerre et de chaos. Alors que la satisfaction des besoins pourrait ne plus être un problème, mais la solution à tous les problèmes, la spéculation crée la famine et la surexploitation des ressources naturelles. La recherche effrénée du profit pousse au consumérisme et à des gâchis monstrueux, tout autant qu'elle crée de la pénurie.

Au cœur du désastre surgissent des potentialités nouvelles

La révolution numérique et les avancées scientifiques et technologiques permettent des expériences concrètes visant à sortir de ces étaux mortifères. Elle peut servir un projet qui place l'humain et la planète au centre des choix politiques. Avec les nouveaux moyens de production, les questions de la réduction du temps de travail ainsi que celle du développement des capacités intellectuelles de chacun se posent avec évidence. Oui, notre société peut permettre à chacun de s'épanouir dans son travail et d'en vivre.

Pour permettre l'épanouissement des potentialités de chacun, satisfaire les besoins de tous, et garantir la survie de notre planète le dépassement du capitalisme est aujourd'hui posé. Les issues se trouveront dans la construction d'un monde de partage et d'égalité fait en commun, et qui place l'être humain et son environnement au cœur des transformations à opérer.

Ils et elles sont des millions à ne pas se résigner

Il y a dans le capitalisme d'aujourd'hui les fondements refoulés et contradictoires, mais aussi l'aspiration à un autre modèle de société. À nous, communistes d'en faire grandir nos concepts pour qu'une société du sens du bien commun, et donc du communisme se construise dans la transversalité pour une assise pyramidale puissante, développée par des politiques qui se construisent en commun.

Encore faut-il renverser la dictature du profit : conquérir, pas à pas et partout à la fois, tous les Pouvoirs sur l'argent et son économie à profit, et sur les politiques que le capitalisme impose.

Impossible, nous dit-on. Mais la dictature du profit est directement la conséquence de choix politiques. Ces choix, l'action des peuples peut en inverser le cours de l'histoire. S'ils peuvent prendre conscience de leur intérêt commun et de leur force collective, alors l'union des peuples pourra se réaliser. La reconnaissance du potentiel politique de chacun et de son évolution est à l'ordre du jour, elle est à mettre en perspective pour que tous puissent s'unir et participer ainsi à part entière à cette œuvre commune.

Une des forces principales de la domination du capitalisme est la division permanente de ses victimes. En permanence il oppose ceux et celles qui devraient s'unir puisque souffrant de maux communs : le sans-papiers au chômeur, le demandeur d'emploi au travailleur, le précaire au CDI, le salarié du privé au fonctionnaire. Cette division sans fin, c'est aussi la politique du bouc émissaire et son cortège intolérable de haine et de racisme.

Les forces réactionnaires ont aussi fait des femmes un enjeu de divisions entre elles pour les assigner à résidence, mais elles ne l'acceptent plus, y compris dans leur rang. Ils ont bien compris que la question de leur libération est centrale et que les droits et leurs aspirations des femmes sont moteurs et porteurs de tout progrès humain. Ils ont bien compris que, parmi les forces en mouvement pour changer la société, les femmes sont au premier rang.

Dans le même temps, hommes et femmes sont des millions à faire cause commune, à tenir bon et à être ensemble pour l'égalité, la solidarité, pour la reconnaissance du travail potentiel de chacun en construisant tout ensemble, et sans distinction de sexe. Le million de signatures récoltées en quelques jours contre l'attaque massive du gouvernement contre le Code du travail en apporte une nouvelle preuve. Séparons-nous les signatures des hommes et des femmes ? Leur parité d'apparat n'est qu'une division de plus, donnant l'illusion qu'ils mettent les femmes sur un plan d'égalité. Par contre, bien au-delà des résultats électoraux, ensemble ils sont des millions à refuser de s'incliner devant toutes leurs régressions libérales. Il est donc impératif que le Parti des communistes remette les pendules à l'heure, pour détrôner le libéralisme et le capitalisme.

Ces millions de personnes qui s'engagent dans des formes diverses et qui agissent voient souvent leurs dynamiques éparses et diffuses, trop éclatées, souvent confinées dans les espaces qu'elles tentent d'occuper ; que ce soit sur le terrain économique, politique, social, culturel, écologique, ou bien encore en milieu urbain ou rural, provenant d'exigences féministes, antiracistes, contre toutes les violences, mais pour la paix, et l'épanouissement de leurs enfants. Il y a donc exigence d'une démocratie qui permet la mise en osmose de toutes ses expériences, et de leurs mises en cohérence politiques, avec une économie à la hauteur de cette ambition, elle ne peut être que communiste. En effet, de par sa pratique, son homogénéité qu'elle active, et l'unité qu'elle provoque, cette démocratie permet d'asseoir une totale confiance par un relationnel unificateur, entre tous ceux qui ne se connaissent pas, mais qui ont la même volonté de construire ensemble des politiques communes, pour changer les bases de notre société.

Ils et elles font face à une bataille idéologique d'une rare violence contre toute tentative de relever la tête, et ont du mal à additionner leurs forces autour d'une perspective commune. Rien ne leur est épargné : une bataille politique, des idées et un discours dominant ouvertement régressif. C'est la Démocratie Communiste qui justement peut unir leurs forces pour relever la tête tous ensemble. Point de compétitivité électoraliste, ou de carriérisme larvé, ni de combat fratricide entre eux et elles, mais mise en cohérence des idées pour construire des politiques communes, voilà ce que la démocratie communiste peut faire.

Un des chantiers prioritaires qui incombe aux communistes est de renouer avec la mise en perspective d'un changement de société consolidée et élargie à l'ensemble du mouvement populaire, pour tout construire avec la légitimité politique de chacun et pour sa mise en mouvement mais en utilisant des bases inédites.

Un projet pour tous et toutes

Un projet est à construire avec tous, ouvriers et paysans, employés, cadres, chômeurs et exclus, jeunes et retraités. Pour l'heure ils ne servent qu'à des variables d'ajustement dans et pour des logiques de compétitivité, alors qu'ils sont source de richesses communes détournées au profit du capital, ils peuvent avec des principes démocratiques de haute tenue, s'unir pour tout changer.

Un projet à construire, avec ces ouvriers qui bâtissent notre pays, ces employés qui le font respirer, ces ingénieurs et ces scientifiques qui travaillent aujourd'hui à répondre aux défis de demain, ces enseignants qui donnent l'élan initial à l'enfance et la jeunesse, ces chômeurs qui ont tant à apporter et que le capitalisme étouffe à petit feu, ces artistes qui donnent sens et couleurs à la vie, ces associatifs qui sans eux le pays se trouverait dans une misère noire, ces professionnels de la santé ont tous un potentiel politique énorme pour produire collectivement des politiques, pour tout changer, partout et en même temps.

Mais ce projet, il peut aussi se construire avec tous ces indépendants, artisans, auto-entrepreneurs, enchaînés eux aussi aux logiques capitalistes qui les dépassent et les entravent. Hommes et femmes de toutes peaux, de toutes fois et de toutes opinions, de tout cœur et de tous territoires, de tous âges et de toutes nationalités, c'est avec eux et elles que nous voulons édifier ensemble une France libre, forte et prospère, terre de justice et d'égalité, de progrès et de solidarité.

Une invite, au dialogue, à l'action pour la prise de tous les pouvoirs

Ce projet est un moyen de relancer le dialogue avec tous ceux qui désespèrent de la politique et s'excluent parfois sciemment du champ électoral et du débat politique, parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, parce qu'ils ne voient aucune issue face au capitalisme provocant et dominant, parce que les communistes n'ont pas su, tout en s'opposant à lui, mettre en avant tout leur potentiel démocratique et économique que le communisme porte en lui, pour offrir à tous, les outils pour tout changer ensemble.

Cela ne signifie pas leur désengagement en termes de citoyenneté. La politique est partout, elle est dans toutes les têtes, mais elle est bâillonnée, détournée, par cette Démocratie libérale, qui régénère et protège en permanence le capitalisme. Chacun alors se sent floué. En effet c'est elle qui de par son électoralisme fait de compétitions, de politiques spectacles et de sauveurs suprêmes active des combats politiques stériles, qui divisent tout, et qui ne visent qu'à impulser des politiques au service de l'économie de marché qui elle ne cherche qu'à faire des profits. Cette démocratie libérale c'est celle du capitalisme. Elle rend le citoyen passif, il n'a le droit que de choisir entre des forces politiques qui se présentent à lui. Il ne peut pas ainsi activer tout son potentiel politique pour que tout change.

La Démocratie Communiste permet avec son processus de **Désignation par reconnaissance** et ces **Commissions de transparence**, d'asseoir une confiance inaltérable entre tous. En effet les citoyens aujourd'hui ne peuvent pas s'unir de façon stable et conséquente, puisque ce sont les Partis politiques qui décident tout à leur place. La confiance alors n'est qu'une confiance à l'aveugle. Chaque citoyen n'a le droit que de mettre un bulletin dans l'urne, mais son potentiel politique n'est absolument pas pris en compte. La Démocratie Communiste c'est la priorité des idées sur le choix des personnes. Elle permet de désigner par reconnaissance et à bulletins secrets pour respecter l'intime conviction de chacun et ne blesser personne, ceux qui doivent assumer chacune des missions politiques ou économiques en jeu. De cette désignation individuelle découle une liste de noms qui est un jugement collectif incontestable. Pratiquée dans tout type de structures du bas vers le haut, elle est la démocratie de la transversalité qui s'élargit tout en élevant la pyramide de l'excellence de la politique et de l'économie. Ainsi se crée une confiance inaltérable entre tous, du fait que ce processus identique à tous. De plus pratiqué ainsi à chaque niveau dans chaque structure renforce les liens unificateurs. La **désignation par reconnaissance** permet de renouveler les acteurs politiques sans que cela ne blesse personne, tout en prenant en compte l'évolution des idées. Le fait de travailler les idées en commun, provoque un processus de **reconnaissance** utile à tous.

De plus la Démocratie Communiste peut s'appuyer sur une économie communiste qu'elle active avec sa monnaie commune. Cette monnaie ne peut pas faire de profit du fait même qu'elle pratique le processus de la démocratie communiste à l'intérieur des structures bancaires. Mais pour empêcher la monnaie commune de sombrer dans les griffes du capitalisme et de sa monnaie à profit, la Démocratie communiste doit s'activer dans toutes les structures utilisant ce secteur bancaire en quelque sorte communiste. De plus, nettement plus efficaces que les contrôles, les Commissions de transparence se font en amont de toutes prises de décisions politiques et sont indépendantes d'elles. Elles sont dans la prévention des risques, elles produisent de l'investissement et garantissent la confiance. Les contrôles se faisant après que les catastrophes aient eu lieu, ils ne sont que des remèdes sur une jambe de bois. Les salariés dans les entreprises ont là un outil dont ils peuvent se saisir, pour ne plus se faire spolier des richesses qu'ils créent. Bien sûr, la lutte sera âpre, mais il y a une issue. La Banque de France peut très bien être alimentée par la BCE qui prête à taux zéro. Nous n'avons donc pas à sortir de l'Euro. La Banque de France peut, dont produire une monnaie commune à l'échelle du pays et prêter à au circuit bancaire communiste qui lui peut faire crédit à taux zéro. La seule contrainte, c'est l'alimentation des banques d'argents frais pour être en équilibre avec les investissements nécessaires à l'activité utile et vitale pour satisfaire les besoins. Mais l'argent coule à flots, il s'agit donc de le capter et de le rendre vierge de tout profit. Ce n'est plus une politique de l'offre et de la demande sauvage, mais une politique utile à la satisfaction des besoins de tous. C'est ainsi que ces établissements bancaires peuvent se démultiplier partout en France, jusqu'au plus petit village, pour que chacun puisse y déposer ses revenus. C'est ainsi, que les associations et tous les services

d'intérêts publics en utilisant les banques communistes pourront tout reconstruire sur des bases saines. Les actionnaires pourront s'ils souhaitent y déposer, ou y laisser leurs portefeuilles si les services publics se transforment d'eux-mêmes, ils ne gagneront rien, mais ils ne perdront rien. Cet argent en dépôt deviendra utile à tous. De plus le tissu associatif en utilisant le circuit bancaire communiste pourrait rémunérer le bénévolat pour en finir avec la pauvreté et la misère. En effet le bénévolat permet au capitalisme de s'exonérer de toutes activités sociales et culturelles utiles à tous. Le capitalisme fait du Profit avec tout ce qui bouge, et avec le bénévolat c'est tout bénéf pour lui. En effet, toute peine mérite salaire et avec la monnaie commune toute activité sociale ou productive peut s'échanger. C'est ainsi que l'étalon de cette monnaie commune c'est « le travail » puisqu'elle active le travail productif et le travail social. C'est elle qui va permettre de développer une croissance sociale, c'est elle qui crée du socialisme. Ainsi les politiques communistes se créent avec la démocratie communiste pour produire le socialisme. La démocratie communiste est donc d'évidence le moteur de ce mouvement réel qu'est le communisme, pour dépasser et abolir le capitalisme.

Combien de jeunes, d'intellectuels, d'innovateurs, de créateurs, de militants associatifs ont tiré un trait sur la politique ? Alors même que leur projet tente de réinventer un autre monde fait de partages et des solidarités, combien abandonnent par manque de ressources et de crédits pour satisfaire leur créativité ?

Dialogues et actions doivent permettre la conquête de tous les pouvoirs aux mains des dominants puisqu'une nouvelle économie peut voir le jour. Dialogues entre deux personnes, rencontres collectives, débats publics vont permettent de prendre conscience de la nécessité de l'élargissement des structures politiques de bases. Ce sont les pratiques et des principes de la démocratie communiste, qui vont faire converger les actions du mouvement social avec la politique.

Ce projet veut parler à la jeunesse, révoltée et désabusée, isolée mais avide de solidarité, de liberté et de créativité. Cette jeunesse elle aussi à du mal à se structurer par manque de repères et pourtant elle est sensible à des formes d'engagements où prime la solidarité et la fraternité. Les jeunes dans la rue sont les détonateurs d'une société qui va mal. Pourtant, dans ce monde complexe, dans cette société pleine de contradictions, c'est toutes les générations mêlées qui nouent les voies d'un changement réel de société.

La France des 99 % celle du Prolétariat existe bel et bien : elle doit, et elle peut maintenant réécrire un pan de son histoire en retrouvant goût à l'action politique en pouvant s'appuyer sur un processus inédit pour mener à bien les luttes sociales et politiques mêlées.

Pour un monde du commun

L'idée que notre monde est commun fait son chemin. La propriété capitaliste entre en contradiction avec la socialisation des usages et des moyens de productions et avec l'émergence d'une économie collaborative et sa monnaie commune qui ne peut pas faire de profit, tout devient possible. C'est ainsi que ce monde commun peut et doit s'émanciper du capitalisme. Des solidarités nouvelles vont remettre en cause la propriété capitaliste. Un monde de mise en commun des besoins fondamentaux, frappe à la porte.

Cette mise en commun pose la question du Pouvoir du citoyen et des Pouvoirs des salariés sur leur lieu de production. Tous se heurtent à chaque fois au pouvoir de l'argent, celui de l'argent pour l'argent, celui des « eaux glacées du calcul égoïste », et des « eaux glauques de la haine et du racisme ». Cette mise en commun des idées et des Pouvoirs, liée à cette économie communiste en perspective, permet de croire en l'épanouissement humain, et à un développement de l'ascenseur social permanent de tous et pour tous.

Ce monde du commun invite à l'évolution de la démocratie pour le partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs. Lucide, décidée et rassemblée, cette France peut reprendre l'offensive sur le terrain de la bataille des idées, et donc de la politique et de l'économie. Elle a la capacité de penser l'avenir en redonnant espoir à tous avec un processus de transformation révolutionnaire, sociale, politique et écologique. Elle a la force

d'affronter les défis actuels en combinant efficacement luttes sociales et les luttes politiques.

Il est grand temps de reprendre la main. L'offensive des idées humanistes doit être totale, face aux crises globales et permanentes. Conjuguée à l'absence de perspectives et à une vision peu claire du réel, elle a perdu du terrain, mais tout peut se transformer. Ceux qui attisent et entretiennent le clair-obscur, et ces monstres qui cherchent à semer la peur et le désarroi vont devoir battre en retraite. Le repli identitaire, l'exaltation des idées réactionnaires ressurgissent partout en Europe, l'extrême droite progresse et avance ses idées mortifères, inégalitaires et racistes, la jeunesse mais aussi tous leurs aînés n'en peuvent plus de se morfondre, tout le monde à soif d'actions et d'avancées communes.

Il est donc plus urgent que jamais de donner force à l'ambition d'un monde de partage et d'égalité, qui place l'être humain et son environnement au cœur des préoccupations de la société. Cette force doit et peut se démultiplier si les communistes décident de mettre le démarreur du moteur en marche.

Pour répondre et contribuer à penser cet avenir plein de promesses, il est indispensable :

- **de réaffirmer** le droit imprescriptible des individus à la liberté, de viser le maximum l'égalité entre les uns et les autres, en luttant contre toutes les dominations, toutes les discriminations, et en impulsant des rapports humains faits de respect et de dignité ;
- **d'innover** un mode de développement social, solidaire et soutenable. Dans un monde fini, nous devons maîtriser les ressources, limiter les nuisances sur l'environnement et pourvoir aux besoins (alimentation, logement, santé, éducation, énergie, culture...) d'une population mondiale toujours croissante. Le bonheur des êtres humains et la préservation de la planète sont les finalités de ce développement commun ;
- **de valoriser** le travail, les savoirs, l'éducation, la culture, et promouvoir leur partage et leur appropriation, avec comme vecteur l'intelligence commune, condition déterminante pour le mieux vivre ensemble ;
- **de se doter** d'une protection sociale du XXI^e siècle, garantissant l'accès aux soins à tous et des remboursements à 100 %, dans le cadre de la Sécurité sociale, incluant prévention, santé au travail... ;
- **de pratiquer** la démocratie communiste, pour stimuler la longue marche d'une révolution citoyenne pour une appropriation populaire de la politique et de l'économie ;
- **de construire** l'Europe des peuples en redéfinissant ses fondements et ses institutions démocratiques ;
- **d'activer** des solidarités pour une mondialité de paix et de coopération entre des peuples.

Ces grandes transformations visent l'émergence d'une société du commun qui permet à chacun de s'émanciper du capitalisme et protéger ainsi la planète des prédateurs de la finance et du profit.

Le temps du commun, s'appuie sur des valeurs, des idées, des Pouvoirs collectifs, des responsabilités communes et fixe l'ambition de rassemblements inédits, d'unité, de fraternité pour construire tout en commun et ainsi anesthésier puis dépasser ce capitalisme du XXI^e siècle.

Ni recherche désespérée du « grand soir », ni gestion sociale-libérale du capitalisme, car d'évidence, dans notre pays, le désir de se libérer, de s'émanciper de ce système mortifère reste intact. Notre offre politique peut porter atteinte aux forces politiques qui prétendent en leurs noms incarner le destin du peuple et celui de la nation. Il s'agit ici est maintenant de permettre au peuple d'accéder à tous les Pouvoirs.

Voilà le mouvement que nous nommons ainsi et ici le : Communisme au XXI^e siècle

Le grand dessein de la France, de l'Europe et du monde est d'en finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation, de l'homme par l'homme, de l'homme sur la femme, de l'activité humaine sur la nature. Dépasser le capitalisme en construisant dès maintenant une société du commun fondée sur l'émancipation et l'épanouissement humain devient l'ambition du communisme au XXI^e siècle.

Pour une société d'émancipation et d'épanouissement : Le monde, l'Europe et la France en commun

1- Objectif « zéro chômage » : pour une société du partage

Les dogmes libéraux pilotent la politique économique des gouvernements depuis des décennies. La baisse du « coût du travail » (salaires + cotisations sociales), la compétitivité antisociale, la baisse des dépenses publiques et sociales ou la réduction des déficits et dettes publics obsèdent les dirigeants. Le capitalisme est de moins en moins porteur de développements économiques et son incohérence faite de financiarisation et de domination à tous les niveaux active des catastrophes imprévisibles. Une nouvelle crise est annoncée. Il nous revient à nous communistes d'en réduire par tous les bouts sa portée.

Changer de logiciel consiste à partir des besoins, des savoirs et de leur partage, d'y soumettre les moyens financiers gigantesques qui existent de par le monde. Il s'agit ici de capter la monnaie à profit et de la transformer en monnaie commune, ce n'est qu'une démocratie qui s'active d'une commune manière qui le rendra possible. Des actionnaires qui ne gagnent pas et qui ne perdent pas, c'est déjà le monde qui change.

Ce monde qui change doit inscrire dans le marbre, le droit au travail pour tous, la formation pour chacun, et des activités sociales rémunérées pour pouvoir tout échanger. Sans monnaie d'échange la pauvreté et la misère gagnent du terrain. La monnaie commune en finira avec la précarité, la pauvreté et la misère. Nous vallons tous quelque chose, que nous sommes tous en droit d'échanger. Plus jamais, d'êtres humains sans toit, sans papiers, sans soins, sans monnaie d'échange.

Autour de propositions comme la sécurité-emploi-formation qui comprend la réduction massive du temps de travail et la transformation du travail lui-même, de grandes batailles sont à mener sur le coût du capital et le rôle des banques à profits. Les luttes face aux profits dureront autant de temps que nécessaire. La monnaie commune ne fera pas disparaître d'un coup de baguette magique la course aux profits, mais elle va enrayer très sérieusement bien des rouages. Progressivement le temps de travail régressera au fur et à mesure que le capitalisme régressera, mais ce sont des activités sociales et productives volontaires qui alors vont gagner du terrain. Plus d'esclavage moderne, mais un travail collectif qui se fait dans le respect du potentiel productif de chacun. Travailler sans contraintes financières, c'est travailler pour le plaisir. Travailler mieux pour vivre mieux.

Reconstruire tous les services publics et la Sécurité sociale. Leur développement et leur réorientation politique sont au cœur de la réorientation de leur financement. Le privé avec sa masse financière est venu polluer et déstructurer violemment ce qui faisait la fierté de tous nos services publics. La monnaie commune va revaloriser leurs missions premières. L'usager et le fonctionnaire d'État ou l'agent public vont retrouver leur place et leur fierté. Terminé la lancinante et désobligeante réduction des effectifs, au nom des dogmes de la finance exigeant sans cesse à faire toujours plus d'économies, et faire ainsi plus de profit.

Réorientation du système bancaire, droits nouveaux aux salariés et création d'un grand service public national de la formation continue pour anticiper les besoins et développer les nouveaux métiers liés aux défis de la révolution informationnelle, de la transition énergétique, sera décisive pour la promotion d'un nouveau contrat social incluant mutualisation, coopération et partage.

La voie de l'efficacité pour atteindre l'objectif « zéro chômage » c'est donner priorité à l'éducation, à la mise en commun contre la privatisation, au développement humain durable contre le productivisme capitaliste, à l'autonomie et la sécurisation des parcours de vie de tous et tout particulièrement des jeunes contre l'exclusion et la précarisation, aux services publics contre leur marchandisation imbécile.

1.1 Une place centrale au travail, à l'emploi, à l'éducation à la formation, à la recherche et à la culture

Les valeurs de la République jusque dans l'entreprise

Dépasser le travail contraint, qui méprise ceux qui, par leur travail créent les richesses, doit se mesurer à la conquête du Pouvoir économique et donc politique des travailleurs. Avec la démocratie communiste ils pourront se souder, s'unir, plus de compétitivité entre les uns et les autres, mais confiance, solidarité et fraternité ne seront plus des aspirations inaccessibles, mais des réalités qui se construiront en s'élargissant au jour le jour et avec tous. Certes personne ne pense pareils, mais tous auront la même certitude, qu'il sera désormais possible de porter des coups décisifs au capitalisme mondialisé ici en France.

En mettant en commun leur intelligence collective, ils vont pouvoir devenir des acteurs de la transformation sociale. L'organisation du travail ne peut plus être l'apanage des seuls experts et autres cabinets-conseil en gestion des ressources humaines. Ceux-ci organisent en effet concurrence et compétition entre salariés, au profit de la domination des directions financières et des actionnaires. Sujet politique majeur, source de production de toutes les richesses, le travail ne doit plus être considéré comme une marchandise dont il faut réduire le coût et user jusqu'à la corde les salariés pour accroître la rente des actionnaires. Le travail n'est pas une marchandise, il est un épanouissement humain qui doit pouvoir s'échanger entre tous.

Le droit de tous à un travail utile et reconnu

À la précarisation des emplois et la casse du droit du travail, alimentant un chômage de masse et une division des travailleurs entre ceux qui peuvent espérer s'en sortir et ceux qui se sentent abandonnés, nous opposons le droit de tous, sans discrimination, à un emploi, à un travail, à des formations, qui ait un sens qui fasse sens : un travail utile et reconnu, permettant de concilier vie professionnelle, vie personnelle et vie sociale. Tout cela ne peut s'inscrire que dans le cadre d'un parcours professionnel choisi et sécurisé à toutes ses étapes.

L'entreprise n'est pas la propriété des seuls apporteurs de capitaux qui auraient de ce fait tous les pouvoirs. De nouveaux droits d'intervention des salariés dans l'entreprise, dans l'organisation du travail en son sein, comme dans les choix de gestion et de production doivent être inscrits dans la loi qui doit définir l'entreprise comme un collectif de travail. Les richesses créées appartiennent à ceux qui les créent.

Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent...

Dans une société où les savoirs et la création jouent un rôle de plus en plus important, l'éducation, la recherche et la culture sont au cœur des luttes sociales et des luttes économiques.

Le capital a besoin de salariés plus et mieux formés, mais il veut empêcher le développement des savoirs des salariés et donc en briser leur Pouvoir, alors qu'ils vont devoir maîtriser des savoirs complexes, avec le développement des connaissances et la créativité. Il y a au contraire urgence à activer la démocratisation de l'entreprise, pour non seulement éviter les gâchis, mais pour stopper toutes les dérives et déviances afin d'éviter les catastrophes que le capitalisme provoque. Au nom de la rentabilité, la créativité et la recherche sont bridées et la société se divise. Les systèmes d'enseignement et de recherche ont été profondément bouleversés : en cassant des services publics nationaux, en individualisant des parcours, en empêchant des qualifications pérennes de se développer, en méprisant des revendications collectives, en fragmentant les savoirs et les cultures, en soumettant la recherche aux intérêts privés, en déqualifiant le travail intellectuel rendu invisible... Au contraire, faire des savoirs et des créations des outils d'émancipation et d'épanouissement individuel et collectif, devient une priorité majeure pour le développement de toute la société.

Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent est une des conditions majeures, pour sortir de la crise, pour permettre aux salariés d'accéder à une véritable maîtrise de leur travail, et aux citoyens de tout construire autrement, qui engage ainsi le pays face au monde qui nous regarde. Une monnaie commune d'État devient donc la clef de voûte pour résoudre tous les problèmes.

Refonder l'école, l'université, la formation continue mais aussi l'éducation populaire et les politiques culturelles au service de l'égalité, de l'émancipation et de l'épanouissement est une réponse à la nécessaire élévation du niveau de connaissances et de qualification de toute la société. L'appropriation par tous d'une culture de haut niveau, pour que chacun puisse maîtriser ses choix individuels devient le fer de lance de toute la société.

Cela implique, d'investir économiquement et politiquement de façon collective massive et commune dans tous les services publics nationaux, mais aussi d'en repenser les contenus, les pratiques et les temps d'éducation de formation et de création, ainsi que la participation des différents acteurs qui les anime.

Pour l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Les inégalités sont utilisées pour tirer les conditions de travail et les salaires vers le bas. Il est grand temps de revaloriser les métiers, et en particulier les métiers dits féminins. De plus, la double journée subie dans la vie quotidienne par des millions de femmes renforce l'exploitation capitaliste et la domination sexiste. Plus de travail masculin à l'usine renvoie et relègue l'activité féminine dans son foyer. Réduction du temps de travail à 32 heures pour tous, grilles salariales universelles et diversification des métiers assumés par tous et pour tous, ouvrent la voie à plus de temps libre pour tous. Le partage des tâches et des activités sociales pourraient alors être développés de façon conséquente et bénéfique à toute la société, et rendraient les relations humaines bien plus harmonieuses.

Pour l'autonomie de la jeunesse

Les régressions dans les systèmes de formation ont des conséquences très lourdes sur les représentations et les aspirations des jeunes. Elles impactent une génération entière, en moyenne plus qualifiée mais avec de moins en moins de droits. Tout cela conduit à un rapport de défiance et de distance envers les institutions et singulièrement dans le rapport à la politique, et qui alimente ainsi les divisions. De plus les forces réactionnaires divisent les jeunes par leurs discours alléchants mais trompeurs et parfois même manipulateurs. L'absence de perspectives d'avenir sur des bases de progrès, légitime cette distance et cet éclatement d'une génération qui n'a connu que la crise et ses dégâts sociaux. Mais le potentiel de contestation et de créativité des jeunes constitue une grande force pour l'avenir. Au cœur des mobilisations sociales, environnementales, pour la paix et la non-violence en France et ailleurs, ces jeunes portent des expériences sociales innovantes souvent brimées et méprisées. Il faut donc voir grand et de façon neuve pour favoriser ces germes d'innovations que la jeunesse porte en elle et qui fait la nique au tout marchand. La soif de partage avec ses logiques contenues dans ces nouveaux outils numériques en fait la preuve. Mais comme la plupart de ces outils au bout du bout sont aux mains des mastodontes de plateformes capitalistes qui ne sont pas forcément visibles à la jeunesse bien trop éloignés, d'elle ces outils sont trompeurs et même manipulateurs. Seulement voilà l'aspiration à ces partages par utilité et par conviction, implique de nouvelles formes de combats pour que ces plateformes deviennent des biens publics. Avec la monnaie commune cela devient possible. La difficulté c'est celles qui sont hors territoire national, mais la jeunesse du monde entier a des ressources et des imaginations insoupçonnables. L'urgence pour l'heure est de faire face à la violence terrible qui est faite à la jeunesse, de travailler collectivement à son autonomie par la construction avec elle d'un statut protecteur, et des lois qui imposent des parcours de vie sécurisée.

Pour une société humaine de la culture

Place doit être faite à de grandes ambitions pour la formation ; pour l'ouverture au monde de la création ; pour construire du commun, de la coopération, des droits culturels à un haut niveau d'exigence artistique ;

créer un service public de l'Internet et des plateformes de circulations de l'information publique ; permettre le libre partage des savoirs, des œuvres et des idées ; promouvoir des formes nouvelles de production, de création et de diffusion de l'art dans la pluralité et la diversité des expressions.

Tout cela passe par les politiques culturelles, par les programmes scolaires et les pratiques éducatives, par l'éducation populaire et les associations. Mais aussi par la construction d'une culture de haut niveau et d'en donner les moyens à tous pour se l'approprier. Cela demande à revoir les programmes, à relancer la formation initiale et continue des enseignants, à renforcer la place des cultures artistiques, sportives, technique et professionnelle dans tous les milieux éducatifs.

Socialisation de l'art, développement de l'esprit critique, travail de rapprochement entre art et éducation populaire, soutien aux créatrices et créateurs ainsi qu'aux militantes et militants de l'action culturelle et artistique : voilà de quoi donner du sens à l'immense potentiel émancipateur et épanouissant de la culture. Voilà qui est de nature à reconstruire un vivre ensemble fondé sur un nouveau souffle par la démocratie, par la reconnaissance et le partage des cultures diverses et leur mise en relation entre tous les territoires.

C'est vrai aussi du sport qui est un élément essentiel de tout projet d'épanouissement humain. L'action publique et le soutien aux initiatives citoyennes doivent permettre de libérer le sport de l'emprise marchande pour être un droit pour tous. L'éducation physique et sportive à l'école, la formation des cadres et des bénévoles, le soutien à la vie associative avec l'exigence désintéressée de partage et de démocratie sont la garantie de ce droit.

1.2- La révolution numérique : dans les mutations de notre époque, un vecteur d'émancipation et d'épanouissement humain face à ceux qui en font un outil majeur déstabilisant et détruisant l'emploi.

La révolution numérique ouvre de nouveaux possibles à l'humanité en permettant la coopération et le libre partage mondial des savoirs. Elle se développe dans une tension entre aliénation et soif d'épanouissement. Les stratégies mondiales des grands groupes du numérique visent à exploiter et à privatiser la créativité de ceux et celles qui font de cette révolution un outil pour un monde de partage et de « biens communs ».

L'ubérisation, c'est-à-dire le capitalisme de prédation avec ses plateformes numériques, veut casser le salariat et des pans entiers d'une économie de services. Dans le même temps, les défis de maîtriser sont décuplés par l'automatisation et la robotisation qui feraient disparaître d'ici à 20 ans 47 % des emplois salariés et des métiers actuels, mais tous au profit du capital, si personne ne s'en mêle. Le big data brouille la frontière entre le travailleur et le consommateur qui devient lui aussi producteur de valeur sans que son travail en soit rémunéré. Les réseaux permettent la coopération de millions d'intelligences humaines mises aussi en concurrence sauvage. C'est le basculement d'un capitalisme numérisé et prédateur vers une socialisation des techniques et des outils pour le bien commun de tous qui est posé.

Le numérique pousse à la fin des hiérarchies, à l'auto-organisation et au libre choix de son travail au sein de l'entreprise ; mais sans lutte sociale et politique il débouche sur une dictature de la notation et du contrôle de tous par tous qui conforte le pouvoir du capital. En exacerbant la contradiction capital-travail, la révolution numérique, pose de fait la question du dépassement du capitalisme par le prolétariat et la citoyenneté, remettant en cause la propriété privée, le fonctionnement des entreprises et des institutions avec une démocratie des prolétaires-citoyens à la hauteur de leurs ambitions.

Le numérique est le champ de bataille d'une lutte de classe opposant les capitalistes, et les prolétaires, du digital, alliés aux partisans d'une économie fondée sur des contributions collectives et le partage des services et des biens. Partout dans le monde, usagers, contributeurs et travailleurs s'unissent pour créer des plateformes participatives, des coopératives de données opérant avec des logiciels libres par opposition aux plateformes capitalistes. Mais pour se désaliéner totalement de l'emprise du capitalisme,

une économie mondiale doit naître complètement déconnectée du circuit du capitalisme mondialisé. Cette économie doit avoir sa propre monnaie d'échange qui ne puisse pas faire de profit, pour déstabiliser et dépasser la pieuvre capitaliste. Sans une monnaie commune, le capitalisme renaîtra de ses cendres.

Cette lutte de classe passe par les réseaux sociaux, les «class-actions», la mise en cause de la réputation des plateformes, le développement de modèles alternatifs comme les «mutuelles de travail associée» qui offre un cadre de sécurité emploi-formation. Mais elle implique aussi un investissement politique de ces nouveaux espaces de socialisation que sont les tiers lieux : fablab, espaces de coworking, jardins et habitats partagés, «entreprises ouvertes»... C'est dans ces tiers lieux que s'imaginent et se créent d'autres formes de productions et d'échanges. A cela, si l'on y rajoute l'utilisation d'une monnaie commune leur expansion en sera fulgurante. Car de l'autre côté, dans les entreprises, les informations, comme celles incluses dans les brevets technologiques, sont monopolisées et servent à mettre en concurrence les peuples entre eux mais toujours au service de l'accumulation du capital financier et matériel.

Au lieu d'un État incubateur de start-up, nous avons besoin d'un État partenaire, qui donne les moyens de créer les conditions pour l'autonomie sociale, économique et politique des plateformes coopératives et des tiers lieux afin de préserver le bien commun numérique et de l'élargir aux données personnelles.

Au moment où les forces politiques et sociales se réclamant de la transformation sociale sont en difficulté, et où nombre d'acteurs de la révolution numérique se réclament du partage, de la coopération et ont l'ambition de «prototyper» la société de demain en hachant celle d'aujourd'hui, ces deux mondes doivent se rencontrer, débattre, se confronter, lutter et construire ensemble une autre économie.

1.3 Rien ne se fera sans faire reculer le coût du capital

Les intérêts bancaires, les dividendes des grands groupes industriels et financiers plombent tout : 309 milliards d'euros. Ce qu'ils appellent les «coûts du travail» : 145 milliards d'euros de cotisations sociales patronales pourtant investis utilement pour la santé ou la consommation populaire. Ces milliards sont disponibles mais totalement accaparés par les tenants de la loi de l'argent pour l'argent - et avec eux les forces politiques qui les soutiennent et mènent la guerre des idées.

Or, la révolution informationnelle autorise de nouvelles conceptions de la production du travail et des échanges. La productivité a augmenté de façon considérable sans que les salaires ou la durée du travail en profitent. Le but des dominants c'est d'accroître les rendements financiers de leur capital et détruire leurs rivaux sur les marchés. Les énormes économies sur le travail faites par les technologies numériques servent avant tout à réduire les masses salariales et l'emploi, freinant ainsi les débouchés de la production. Les politiques d'austérité exacerbent ces cercles vicieux et notre pays s'enlise dans la régression économique et sociale. L'exigence d'en sortir, suppose la prise du pouvoir par le peuple faisant le choix de sa démocratie, ou de rester figé dans celle qui anime en permanence les politiques d'austérité.

Tout cela résulte de décisions politiques et d'institutions qui organisent de fait le pouvoir du capitalisme. Un comble certains acteurs politiques le font au nom du bien commun. S'attaquer à cette incroyable concentration de richesses, une démocratisation intelligente ou chacun à son mot à dire est à réaliser.

Pour engager une nouvelle efficacité sociale, les fonds des banques, les profits des entreprises et les fonds publics doivent être utilisés autrement : pour des dépenses de formation, de développement social (services publics) et d'investissements efficaces (porteurs d'emplois accrus et améliorés). La maîtrise populaire du crédit bancaire est une «nouvelle frontière». Le crédit doit être considéré comme un bien commun adossé à un pôle public bancaire qui ne fait pas de profit. Sa finalité serait d'encourager l'essor de l'emploi et de la formation, les progrès sociaux et écologiques.

Réformer en profondeur la fiscalité devrait pousser les entreprises non encore démocratisées à financer

des investissements porteurs de créations d'emplois et de formations correctement rémunérées. Le fond de cette réforme serait de pénaliser la distribution de bénéfices sous forme de dividendes qui jouent contre l'emploi et la croissance réelle ou contre l'environnement.

Décentraliser l'impôt local sur le capital matériel des entreprises, mettre à contribution le capital financier, ou encore réformer l'ISF et l'impôt sur le revenu le rendre plus progressif, instaurer un taux zéro de TVA pour les produits de première nécessité serait des mesures justes et efficaces. De nouvelles cotisations sociales pour contribuer au financement de la sécurité emploi-formation, enfin, diminuer fortement le temps de travail. Permettre à chacun de passer beaucoup plus de temps, à se former, se cultiver, se socialiser, se politiser offrirait une formidable vitalité à toute la société.

2- Une société du bien vivre et du bien commun

Le marché accapare tous les champs de la vie, pour le profit de quelques-uns. Le bien-vivre et le mieux-vivre ne sont pas de son ressort. Une question essentielle se pose, celle de la satisfaction des besoins qui condamne définitivement le productivisme et particulièrement l'obsolescence programmée. L'enjeu est de créer et de favoriser l'appropriation des biens communs mais essentiels à la vie de chacun et pour tous.

Le monde doit penser sur d'autres bases son développement. Le calcul de la richesse de notre civilisation ne peut continuer de s'évaluer sur les places boursières mais dans des institutions démocratisées. Elles devront prendre en compte : le niveau d'éducation, la durée d'une vie en bonne santé, un bon niveau de vie, mesurer les inégalités pour fonder un nouvel indice pour l'évolution du développement humain.

2.1 Développer la production en privilégiant l'humain et les écosystèmes, dépassant les formes actuelles du productivisme et du consumérisme, clé de voûte d'un développement intelligent.

Pour l'épanouissement social et le défi écologique : l'heure est aux choix de civilisation

- Participons tous à la conscience écologique planétaire.
- Agissons d'un même mouvement pour donner la priorité aux intérêts de l'immense majorité des peuples et à la protection de la planète, parce qu'ils sont inséparablement liés.
- Ne laissons pas aux générations futures une planète dévastée par les appétits égoïstes.

Face à l'effondrement industriel : une politique industrielle audacieuse et adaptée aux réalités contemporaines.

L'industrie, c'est le développement des territoires, de l'écologie, la réponse au défi d'une vraie transition énergétique, ou encore les progrès pour la santé ou la protection des zones cultivables. Sans matériel agricole, pas d'agriculture ; sans trains, caténaires, camions ou satellites, pas de transports possibles ; sans matériel médical, pas de santé possible. Sans industrie repensée et étroitement articulée aux services, à la recherche et aux besoins, pas de transformation écologique, pas de préservation de la planète.

À l'opposé de visions étroites et passéistes, faisons donc d'un même combat industrie et écologie : produire mieux, répondre aux besoins avec exigence de qualité et de durabilité, privilégiant le temps long du développement humain, à la course effrénée de la recherche du profit.

2.2 Pour l'appropriation sociale, l'égalité, la solidarité et la reconquête du bien commun : un nouvel essor du service public

La soumission à des intérêts privés et aux marchés financiers asphyxie les services publics. Leurs missions sont détournées par une sous-traitance privée prédatrice. L'utilisateur est spolié. Dans tous les domaines :

l'éducation, la santé, la protection sociale, la recherche, l'énergie, l'eau, les transports, les télécommunications, le crédit, le logement, la Poste, la sécurité et la justice, les politiques d'austérité font rage et les font régresser en permanence. Leur reconquête passe par l'appropriation sociale, politique économique et démocratique des biens publics, du bien commun. Les reconstruire exige que leur développement soit déconnecté de la finance et des intérêts privés en utilisant une monnaie commune.

Leur financement doit être fondé sur une fiscalité juste et redistributive et sortir de l'emprise des marchés financiers. Les services fiscaux doivent remplir leurs missions au service de l'intérêt général. Leur statut doit protéger les agents des pressions politiques, économiques ou clientélistes. Le peuple doit reconquérir tous les services publics en même temps. Les échéances électorales sont des boosters, mais anesthésier le capitalisme passe par les luttes des agents des services publics alliés aux usagers pour le bien de tous.

Dans bien des domaines, des critères d'efficacité sociale doivent se substituer aux critères marchands. Une citoyenneté hautement démocratisée doit imprégner leur gestion et leur direction.

Sur le plan européen et mondial, prendre le contre-pied des directives normatives favorable au capital et à toutes les libéralisations, entreprises notamment dans les secteurs du rail, du courrier et de l'énergie est un des passages obligés, pour développer de coopérations publiques sociales intelligentes.

Une nouvelle histoire des services publics est à écrire. Des besoins de rénovations et de créations s'imposent comme dans le domaine de l'information ou de la culture, car tout ce qui se soustrait au pouvoir de l'argent et aux pressions politiques autorise pluralisme et citoyenneté clés de voûte du développement.

2.3 Préserver et partager les ressources naturelles, c'est d'abord refuser la marchandisation des biens communs

Préserver la planète et l'humanité

Émancipation sociale, épanouissement individuel et réponse au défi écologique sont intrinsèquement liés. L'avenir de la planète et celui de ses habitants sont indissociables. Le nouveau récit émancipateur et épanouissant repose sur ces trois piliers d'une même logique, celle de l'humain maîtrisant le profit.

Engagés dans une course effrénée pour le profit immédiat, les capitalistes provoquent des dégâts irrémediables aux écosystèmes qui ont besoin de temps longs pour se renouveler, et d'interventions humaines coordonnées et planifiées. Leur système productiviste est prédateur de ressources naturelles et bafoue la dignité, la vie et la souveraineté des peuples. Guidés par le seul appétit du profit, les capitalistes nous inondent de produits aussitôt fabriqués, aussitôt périmés, coupant des productions de tant de biens utiles, non hyperrentables pour eux (des médicaments génériques aux aciers de Florange).

L'émergence de la « croissance verte » par les multinationales n'est qu'un abus de langage au service de la rentabilité. Elles ne parviennent pas à masquer leur incapacité à résoudre la crise qu'elles produisent. Ainsi la pollution des sols, des océans, des rivières, de l'air et la mise en danger de la biodiversité atteignent des sommets dévastateurs et préemptent l'avenir des futures générations. Chaque année nous enregistrons un nouveau record de l'élévation de la température de la planète. Les effets du réchauffement climatique – que plus personne ne conteste – sont déjà perceptibles.

Mêler l'ambition d'un développement durable solidaire, avec l'impératif de l'urgence écologique : la limitation du réchauffement de la planète à 2°C maximum.

Tout retard pris sur cette grave question sera préjudiciable à l'humanité. Consommer moins pour les mêmes usages, économiser l'énergie dans l'habitat et les transports est essentiel et créateur d'emplois. Il est urgent de réduire progressivement, mais de façon massive, l'utilisation de ressources carbonées (pétrole, charbon, gaz...) responsables des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent des

catastrophes environnementales dont les conséquences sont imprévisibles, à commencer par des populations contraintes à se déplacer déjà par millions.

Le débat sur la transition énergétique est engagé.

Il doit prendre une ampleur planétaire. Il s'agit de satisfaire un réel droit à l'énergie pour tous. Dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, un mix énergétique, 100 % publics, non émetteur de CO₂, composé d'énergies renouvelables (hydraulique, géothermique, hydrolien, solaire, thermique et photovoltaïque, etc.) et réduisant le nucléaire (pour laquelle des normes internationales de sûreté doivent être définies). Une relance de toutes les filières industrielles du mix, aujourd'hui mises en cause ou inexistantes, doit être engagée.

Après l'accord de Paris : le défi climatique reste devant nous.

Sur les principes tout est inscrit : limiter à 2 °C voire 1,5 °C si possible, la hausse de la température planétaire comme l'exigeaient les pays les plus vulnérables ; une somme dédiée chaque année aux mesures d'adaptation des pays en développement (limitée à seulement 100 milliards de dollars, par an, d'ici à 2020), la clause de revoyure afin de rehausser régulièrement le niveau d'engagements de Réduction des émissions de gaz à effet de serre comme financiers... Mais tout reste à réaliser... L'essentiel maintenant est d'engager une véritable transition écologique et sociale vers une société sobre en carbone afin d'atteindre les objectifs affichés de la COP21 et de réduire les inégalités de développement dans le monde.

Cette ambition commande que l'on sorte des politiques d'austérité en France et en Europe et que l'on vise un autre partage des richesses et des connaissances à l'échelle du monde, mobiliser les moyens financiers mondiaux tels que le FMI, et mettre sur les rails la construction d'une monnaie commune.

L'accord de Paris met en évidence une fois de plus la réalité des rapports de domination à l'échelle du monde qui met les pays les plus pauvres en très grande difficulté.

Nous devons poursuivre notre contribution à la mobilisation du mouvement progressiste français, européen et mondial dans la perspective des futurs COP et forums mondiaux. Car nous sommes convaincus que de meilleures situations de vie sont possibles pour l'ensemble des peuples en sauvant le climat et pas les mécaniques et les logiques du capitalisme qui le détruit.

Un nouveau modèle agricole, reconnaissant le travail de ce monde qui nous nourrit par une rémunération à la hauteur de cette responsabilité, est à promouvoir afin de répondre à la crise fondamentale qui touche aujourd'hui l'agriculture, par la valorisation des filières relocalisées, leur transformation et la vente des produits au plus près des consommateurs.

À l'échelle du monde, de l'Europe, de la France, les politiques agricoles et alimentaires doivent planifier la production, prendre en main les outils de la régulation des marchés et accompagner une vraie transition écologique de l'agriculture, favoriser les circuits courts, les filières bio. La gestion des stocks, la sécurité alimentaire ou encore l'interdiction de la spéculation sur les denrées vivrières sont des priorités.

La consommation des produits de la mer est un moyen de répondre au défi alimentaire en même temps qu'une question de santé publique. Aujourd'hui, ce sont les pavillons de complaisance, les normes sociales du moins-disant et les fonds de pension qui spéculent sur les quotas de pêche. Le citoyen doit prendre en main la souveraineté alimentaire ; pour assurer une activité relocalisée, défendre une pêche artisanale rémunérée, lutter contre les importations/dumping, encadrer drastiquement les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs et en finir avec le pillage des ressources halieutiques.

La qualité de l'air : un enjeu crucial de santé.

C'est vrai dans les métropoles mais aussi bien au-delà. Le développement des transports en commun de qualité, avec un fort maillage, comme celui du fret ferroviaire et fluvial doit devenir une priorité. L'étalement urbain doit être reconsidéré, avec la relocalisation de l'emploi. L'organisation urbaine et les politiques foncières actuelles doivent être maîtrisées pour un développement vers d'autres types de modèles, mixant les différents espaces et temps de vie, au lieu d'éloigner domicile et travail, mais aussi de maraîchages au plus près des consommateurs et liant habitat et services publics, mais aussi réduire les espaces générateurs de consommation outrancière, de gâchis, d'engorgement et de spéculation.

L'eau : un bien commun de l'humanité.

Sa gestion doit sortir des griffes des multinationales et revenir dans son intégralité dans le champ du service public. Les citoyens plus et mieux politisés que jamais, avec leurs élus et à tous les étages doivent intervenir dans la gestion de l'eau, de l'assainissement et la préservation de cette ressource. Ils doivent en garantir l'égalité d'accès, réduire les inégalités du prix, sortir la recherche et les savoir-faire des mains du privé, en construisant un service public national décentralisé, seul garant de l'équité territoriale.

Développement humain, satisfaction des besoins essentiels aux populations, bien vivre et préserver l'environnement face au capitalisme consumériste et expansif.

Cette démarche donne priorité aux productions utiles, à l'économie des ressources matérielles face à la finance débridée. C'est une invite à construire de profondes innovations dans l'organisation de la société, et la conception même de la production, vers une économie vraiment circulaire : recycler tout ce qui peut l'être, en finir avec le jetable et concevoir une économie du réparable et du récupérable.

C'est une invite à mettre en œuvre de grands plans d'investissement et de formations de base et universitaires, de recherches dans tous les domaines. C'est intégrer des conceptions nouvelles pour les valeurs des produits en liant réponses aux besoins utiles avec respect de l'environnement et du recyclable. C'est une invite à faire du neuf dans les filières, avec à la clef la création de milliers d'emplois.

2.4 Réactiver la prise du Pouvoir aux banques et aux marchés financiers pour se donner les moyens d'une société du bien vivre et du bien commun.

Les énormes pouvoirs privés dont jouissent les banques et les marchés financiers sont contraires aux principes de la démocratie telle qu'elle devrait devenir. Ils placent notre société et le monde en permanence sous la menace des crises financières et des politiques d'austérité. Bloquer la spéculation et la financiarisation de toute l'économie, cela nécessite de placer l'utilisation des crédits des banques en transparence totale politique et sociale, avec des critères précis d'efficacité économique et sociale.

Réorienter l'activité de la Banque centrale européenne jusqu'à en changer ses missions et créer en France un pôle public bancaire et financier à monnaie commune au service de l'emploi et des salaires, contre les délocalisations et la spéculation et des exigences premières. Transformer les critères du crédit ou encore bloquer les circulations de capitaux et leurs profits dans les paradis fiscaux, sont des objectifs à conjuguer avec une profonde réforme de la fiscalité comprenant la suppression du bouclier fiscal, l'augmentation de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital, la taxation des revenus financiers des entreprises, la modulation de l'impôt sur les sociétés et du taux des cotisations sociales patronales en fonction d'objectifs d'emploi, de formation et de salaire à l'entreprise.

Les exonérations de cotisations sociales patronales, 30 milliards d'euros, ont dramatiquement démontré leur perversité, il faut en finir. Gestion démocratique, création d'une monnaie commune, création de pouvoirs nouveaux pour et par les salariés et leurs représentants dans la gestion de leur entreprise, mais aussi par et pour les citoyens dans les institutions bancaires, dans les collectivités territoriales sont des

moyens indispensables pour cette réorientation.

3- Révolutionner la République pour une France de liberté, d'égalité et de fraternité

3.1 Construire une République démocratique, c'est rompre avec le présidentielisme et la concentration des pouvoirs médiatiques, c'est constituer une représentation nationale à l'image du peuple, créer de nouveaux pouvoirs de décisions et de transparence par et pour les citoyens.

Notre système politique et institutionnel, notre système de représentation est malade de l'absence d'intervention des citoyens dans les processus de décision. Une question se pose : sommes-nous encore en démocratie ? La République est mise à mal, et la vie politique est enfermée dans le carcan d'une monarchie présidentielle. On remet en cause les collectivités locales qui sont des foyers de proximité citoyenne. Pourtant, l'aspiration à participer est intacte : des mouvements citoyens, germent sur tout le territoire, et se cherchent. La démocratie communiste est à la hauteur de leurs ambitions.

L'évolution de la démocratie sera une invite à l'accès aux savoirs et aux connaissances politiques puisque chacun pourra s'en mêler. Nouvelle phase de démocratisation scolaire, prolongation de la scolarité obligatoire pour donner du temps aux futurs citoyens et citoyennes de s'approprier tous les savoirs y compris politiques nécessaires pour prendre en main leur destin : voilà qui doit aussi ouvrir une nouvelle ère de la citoyenneté.

De nouveaux pouvoirs incluront des droits aussi bien dans la cité que dans l'entreprise, dans les banques, ou dans la vie associative. Mettre fin au présidentielisme et son domaine réservé de la politique internationale, instituer une démocratie parlementaire à la proportionnelle, avec non-cumul des mandats et avec un statut de l'élu, agissant ainsi pour réformer la construction et le fonctionnement de l'Europe sera le grand chantier institutionnel redonnant sens à notre République. Cela passe par un processus constituant une VIe République, sociale, démocratique, citoyenne.

Le droit à l'information.

Le droit à l'information des citoyens est bafoué par la concentration du pouvoir sur les médias par les grands groupes. Concentration, monopoles ou groupe industriels proches des pouvoirs de l'État imposent judicieusement leurs idées au service de l'économie de marché, ils détiennent ainsi l'essentiel des pouvoirs d'information et de communication, au détriment des besoins informationnels du citoyen.

Une société de partage et d'égalité doit être pluraliste. Elle passera par le renforcement des dispositifs anti-concentration, et leur prise en main par les citoyens en relation avec les salariés de l'information.

Renforcer le droit d'auteur mis à mal par la loi Hadopi et par la Commission européenne et refondre le secteur public doivent marcher d'un même pas vers un pôle public des médias qui rassemblerait les réseaux de diffusion, de communication et les moyens de France Télévisions, de Radio France, France Media Monde (RFI, TV5 Monde, France 24), CFI, Euro news, l'INA et l'AFP.

Reconstituer un pôle public de production et renforcer les coopérations européennes entre services publics : projets industriels, recherche, coproductions permettra aussi de relancer la croissance de l'emploi. Un conseil supérieur des médias imposera le respect des libertés et du pluralisme, aux statuts des médias publics, privés ou associatifs. Des états généraux sur les médias seront organisés et la protection des sources des journalistes constitutionnalisées.

Le choix de décider et de pratiquer une démocratie innovante à tous niveaux passe aussi par la conquête de droits inédits par les salariés et les usagers eux-mêmes, afin de veiller à l'indépendance des rédactions.

3.2 Élaborer un nouveau pacte républicain, pour que la liberté, l'égalité et la fraternité trouvent la voie de leur réalisation concrète et que la laïcité conforte le mieux-vivre ensemble

Rénover et redonner de la force aux valeurs qui fondent notre Nation avec des pouvoirs citoyens inédits en France est essentiel.

La liberté pour libérer les potentialités humaines.

L'égalité pour faire reculer toutes les dominations et les discriminations, qu'elles soient sociales, sexistes, racistes, homophobes, lesbophobe, territoriales et spatiales.

La fraternité pour combattre toutes les aliénations : celles liées à tous les intégrismes et fondamentalismes, tous les racismes et toutes les formes de xénophobie et de rejet de l'autre, mais aussi d'impulser un relationnel fait de respect et de dignité entre tous, et faire régresser l'indifférence.

La laïcité pour que la souveraineté du peuple tout entier devienne réalité. Elle fonde la liberté de conscience, l'égalité des droits, l'affirmation d'une communauté fraternelle. Elle ne saurait être un instrument de discrimination, de division ou de stigmatisation, elle n'est pas une religion, elle est la laïcité pour tous. Elle appelle à la mise en actes des valeurs de la République.

Redonner sens à nos valeurs, c'est aussi se donner la force de remettre en cause toutes les exploitations, au travail et dans des familles, mais aussi dans la production et la consommation, la vie quotidienne et la vie sociale, l'habitat et les loisirs, l'espace et le temps, la nature et les ressources terrestres.

Une égalité en Droits, qui ne soit ni égalitariste, ni mirage de l'égalité des chances. Elle doit impulser les potentialités humaines, par l'appropriation citoyenne des savoirs, des arts et des cultures ; par la maîtrise sociale de toutes les technologies numériques et autres, et par la maîtrise de l'économie qu'elle soit communiste ou capitaliste.

Un développement continu des droits imprescriptibles de chaque individu doit devenir un principe majeur : pour son épanouissement et son bien-être, quels que soient son sexe et ses orientations sexuelles, ses origines, ses opinions et ses convictions, son appartenance territoriale ou non ou la couleur de sa peau.

Une véritable révolution citoyenne doit s'appuyer sur une démocratie à la hauteur d'un accès véritable de la souveraineté du peuple, et constitutionnaliser la République du citoyen. Elle doit permettre à chacun de pratiquer l'exercice des pouvoirs, de l'échelon local, du lieu de résidence, de la commune... jusqu'à l'échelon national et européen.

L'aspiration de chacun à se libérer de son rapport au travail, à l'espace, au temps, est une vraie force politique et avec l'aspiration et l'appropriation des savoirs par tous et pour tous, devient alors un fait révolutionnaire. Cette aspiration traverse tous les enjeux, cet épanouissement est révolutionnaire.

Le savoir est un pouvoir et en finir avec les inégalités est indispensable pour donner à chacun les moyens de comprendre le monde, et de se libérer des dominations, de l'exploitation, pour le transformer.

Pour l'égalité des territoires et de leurs habitants.

Il y a besoin d'un nouveau pacte républicain pour redonner leur place aux territoires et à ses populations caractérisés par l'égalité, la dignité, les services publics garantissant le droit individuel et collectif des citoyens.

Construire la ville de demain, c'est repenser son rapport avec le reste des territoires et impulser un mode de développement plus horizontal, homogène. Dans un avenir proche si on laisse faire, 80 % de la population habitera en ville ou dans des métropoles. Cette vision est au cœur de la fabrique des inégalités et ne répond plus aux besoins et aux aspirations des populations avec notamment une crise profonde du logement et par leur concentration provoquant une pollution néfaste pour la santé.

L'heure est à fonder, à construire une ville durable, où il fait bon vivre : c'est le droit à la ville pour tous et quelle que soit sa taille du plus petit village aux communautés urbaines, la vie doit y être harmonieuse. Rééquilibrer les territoires passe par la mise en œuvre d'une vraie solidarité, par un renouvellement urbain et rural, des services publics, et des transports développés, modernisés et des moyens financiers et politiques efficaces et conséquents, régénérant par exemple tout le tissu associatif.

La ruralité doit retrouver toute sa place, en faisant le pari d'une agriculture durable et de proximité, d'un artisanat de qualité, d'un développement des savoir-faire, en redéployant un réseau de transports et de services publics d'un niveau équivalant aux grandes métropoles en les liant.

Notre République doit être, une, indivisible et décentralisée. Chaque citoyen, quel que soit son lieu de résidence, doit pouvoir pleinement jouir de ses droits démocratiques d'intervention dans le débat public et dans la construction commune des politiques à tous niveaux.

Préserver la commune et le département et favoriser les coopérations pour une nouvelle ambition dans l'aménagement du territoire. Cette exigence démocratique s'inscrit dans un rapport de proximité, faite de solidarité, d'égalité, de services publics.

Face au coup d'État institutionnel : la démocratie doit se réinventer ! À l'opposé de ces exigences, la « nouvelle réorganisation territoriale de la République » (loi NOTRe), votée en août 2015, dessine un visage jamais connu dans la Ve République. L'égalité des territoires vole en éclats, écrasée par le diktat de la course effrénée à la Réduction des dépenses publiques et des services locaux de proximité aux citoyens. Des mégas structures métropoles, des super-régions, des fusions intercommunales se créent avec une décentralisation des pouvoirs, éloignent ainsi les citoyens des décisions et tournent le dos aux politiques locales librement consenties. L'avenir de la commune est compromis. La cure d'austérité imposée aux collectivités met à mal l'investissement public et les besoins des habitants en matière de services publics, d'accès aux droits, d'équilibre des territoires. C'est un rouleau compresseur contre la démocratie elle-même. Tout cela exige mobilisation pour de nouveaux essors de la vie démocratique.

Redonner du sens à l'engagement pour changer la vie et la société, pour transformer la politique face au libéralisme et à sa pensée unique.

S'abstenir, ne plus être inscrits sur les listes électorales n'est souvent pas le reflet d'un acte manqué mais l'expression volontaire de se mettre hors champ d'un système démocratique à bout de souffle. Ils et elles refusent de choisir entre le pire et le moins-pire, entre les promesses si souvent non tenues et les espoirs si cruellement déçus. C'est la démocratie communiste qui en partant du citoyen résoudra toutes les déviances qu'active et qu'impose la démocratie libérale.

Tous poussent ainsi un grand cri de colère en exprimant le sentiment de n'avoir plus de prise sur les décisions. Mais c'est avant tout un appel lancinant à changer de séquence et à ouvrir celui d'une nouvelle ère démocratique et politique inédite pour mettre enfin le citoyen au cœur de tous les Pouvoirs.

Tous, et ceux qui particulièrement souffrent ont aujourd'hui intérêt à agir dans les valeurs universelles de solidarité, d'égalité, de justice et de transformations sociales, mais certains désertent l'engagement politique ou se mettent hors champ des votes qui sont électoralistes. Ils ont donc besoin d'une démocratie

qui prend en compte leur potentiel politique en permanence entre chaque mandat, ou bien s'ils ne veulent pas participer à l'élaboration de la politique, qu'ils aient au moins l'assurance qu'elle sera l'œuvre commune de la citoyenneté et non celle d'un aréopage de Partis politiques qui s'affrontent en permanence pour accéder au Pouvoir. Ainsi le citoyen est floué. La démocratie communiste garantit la prise en compte du potentiel politique de chacun pour une citoyenneté qui alors ne peut que s'épanouir.

Un défi est à relever : redonner sens à l'engagement pour changer la vie, changer la société, s'engager, transformer la politique face au libéralisme, et à sa pensée unique.

Notre système démocratique, socle de la République, est dans l'impasse. Pour des millions de citoyens domine le sentiment amer et parfois désespéré de n'être pas plus entendus et mal représentés. Les espoirs de 2012, étant sacrifiés sur l'autel de la finance et du libéralisme, le malaise politique est incommensurable.

Le temps est venu de la reconquête par l'engagement citoyen de la réappropriation des enjeux de transformations sociale par un projet émancipateur, plein d'espérance, renouant les dialogues, les rencontres, les débats en expérimentant des pratiques politiques aujourd'hui inédites.

Ce pacte républicain porte au cœur la dignité, la solidarité, la démocratie.

Penser, agir c'est être libre et décider, c'est s'épanouir, s'ouvrir à l'autre, c'est l'individu, le citoyen au service du collectif, pour construire un projet à valeur humaine, solidaire, épanouissant. Cette société d'individus libres et égaux en droits doit rendre force à la devise «liberté, égalité, fraternité »aujourd'hui bafouée pour des millions de citoyens, mais activée par des carriéristes politiques, libéraux ou autres.

La France, son peuple ont de la ressource.

En s'appuyant sur ce qui a fait la France, de celle des lumières, celle de la Révolution et de Jaurès, à celle du Conseil national de la Résistance, de mai 1968 et ses conquêtes sociales, démocratiques, politiques, mais celui des droits des femmes et des libertés individuelles, tout cela invite à une mise en mouvement de toutes les forces disponibles pouvant s'unir, et ainsi écrire une nouvelle page de son histoire.

3.3 Réaliser l'égalité hommes/femmes sortir du patriarcat : combattre le sexisme, agir pour l'égalité au travail et dans tous les domaines de la vie, lutter contre toutes les violences faites femmes et aux êtres humains

Les mouvements que les femmes développent pour prendre en main leur travail, leur vie familiale, leurs activités sociales et citoyennes ouvrent des espaces inédits pour un mieux-vivre et un mieux-être de tous. C'est sur elles qu'il faut s'appuyer pour renverser une bonne fois pour toutes la domination patriarcale. Un vaste mouvement libérateur doit encore grandir : de la lutte contre les violences faites aux femmes à la fin des stéréotypes, en passant par la maîtrise du corps, pour mettre un terme au rôle subordonné que le patriarcat impose encore aux femmes, dans tous les domaines de leur vie privée et publique.

La procréation permet, dans une certaine mesure, la reproduction d'un modèle de société.

Ce pouvoir rend les femmes « dangereuses » aux yeux des États ou des Églises qui prétendent les en déposséder, en restreignant leur choix d'avoir ou non des enfants. C'est l'exigence de la maîtrise de soi, de son temps, de son corps, de ses choix de vie qu'elles opposent à cette dépossession. Et cette critique qu'elles conduisent dans la pratique de leurs luttes, atteint en profondeur la prétention de l'État libéral à incarner l'intérêt général.

Avec le développement des exigences familiales et un État défaillant, elles sont au centre de la bataille pour la mise en service public de l'accompagnement des personnes en fragilité de vie. Un mouvement qui

porte la nécessité d'un véritable service public de la petite enfance, de la santé, de l'autonomie de tous.

Les aspirations des femmes butent face aux traditions ancestrales de la masculinité et aux croyances que dans certains domaines les hommes sont mieux avisées qu'elles. La dépossession politique des femmes est édifiante dans des assemblées qui fonctionnent sans elles et qui se prétendent les représenter. La voie du dépassement du patriarcat, engagée par les femmes au travers de leurs luttes, est aussi la voie du dépassement de la démocratie telle que les hommes l'ont construite. Pour les femmes, supprimer le patriarcat, n'impose pas le matriarcat, mais impose l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines. La bataille pour la reconnaissance du potentiel politique de chacun ne peut se faire que par la désignation par reconnaissance du potentiel de chacune des personnalités qui s'active ensemble et dans toutes les activités de leurs choix, politiques économiques et ou sociales. L'excellence de la politique n'a pas de sexe. La démocratie communiste renouvelle les élus et les dirigeants de toutes institutions, de toutes entreprises et toutes associations sans ne jamais blesser personne, par contre elle donne la primauté aux idées, sur le choix des personnes quelles qu'elles soient.

3.4 Tracer un chemin pour sortir de l'inhumanité : combattre le racisme, toutes les discriminations et toutes les formes de domination et d'aliénation

Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme gangrène la République. Les actes antisémites et antimusulmans sont à la hausse. Des offensives politiques de stigmatisation, des discours médiatiques islamophobes, ou encore les campagnes de faiseurs de haine sur les réseaux sociaux banalisent et libèrent la parole raciste. Les discriminations liées à la couleur de peau, au patronyme, à l'origine ou à la religion (réelles ou supposées) entraînent une souffrance qui aboutit à ce que les valeurs d'égalité, de fraternité et de solidarité deviennent, pour trop de nos concitoyens, des mots vides de sens.

C'est avec la même force qu'il faut combattre toutes les formes de racisme sans les hiérarchiser. La reconnaissance de la France telle qu'elle est dans sa diversité suppose une lutte acharnée pour l'égalité en droits pour tous, en construisant des rapports aux autres avec la laïcité unificatrice, mais aussi en construisant et en pratiquant une démocratie commune à tous, à la hauteur de ces ambitions-là.

La nation est une réalité objective mais aussi un imaginaire dans la façon de se représenter le peuple. Elle renvoie à un récit collectif qu'il ne faut pas laisser aux nationalistes et aux tenants d'une France éternelle. L'histoire ultramarine, l'histoire coloniale et celle de l'esclavage, tout comme l'histoire d'un siècle d'immigration font partie intégrante de notre histoire. Dans un contexte d'ethnicisation des rapports sociaux, le racisme prend aujourd'hui de nouveaux habits, en traitant les cultures comme des « races », en les figeant. Sa montée s'inscrit dans l'exacerbation d'un affrontement identitaire qui cherche à effacer l'affrontement de classe des exploités et des exploités.

Le racisme, la xénophobie et la peur de l'étranger sont des instruments de la domination du capitalisme financiarisé et qui permettent d'évacuer les responsabilités des politiques libérales. Cependant, comme pour le sexisme, on ne peut s'en tenir à la lutte sur le seul terrain économique pour combattre le racisme. La lutte pour l'émancipation passe par une bataille multiforme, politique et idéologique. Mais aussi par une fraternisation entre tous par l'échange, le débat, et les nouvelles formes de pratiques politiques à égalité de Droits et d'accès aux Pouvoirs de chacun.

L'urgence est de produire de l'unité qui s'agrège, qui se soude par les échanges et les débats dans les couches et les quartiers populaires et au-delà, pour faire converger les combats antiracistes les luttes des migrants, avec les diverses luttes sociales et travailler ainsi au « tous-ensemble ». Affirmer et réaffirmer ce que porte en elle, la laïcité, qui garantit le bien vivre ensemble. Ce combat d'émancipation à toutes les oppressions, au respect de la dignité de chacun et de l'égalité des droits, des pouvoirs et des savoirs pour tous, devient le phare d'une société qui peut et qui doit se transformer.

4- Une France engagée pour la paix en Europe et dans le monde

Les bouleversements du monde sont profonds et appellent à « miser sur les peuples ». Les aspirations populaires, et les peuples aspirent à la justice, à l'égalité, à la sécurité, à la solidarité, au développement humain, social et écologique ouvrent le chemin de la « grande paix humaine ».

Avec Jaurès, et à l'heure où les tenants de l'ordolibéralisme assènent que « nous sommes en guerre », décidément, le « combat pour la paix est bien le plus grand des combats ». Notre peuple, uni à d'autres partout dans le monde, peut affronter et dépasser les logiques de compétition, de domination, d'exploitation et d'aliénation et de bellicisme qui sont aux origines des conflits et guerres, de l'explosion exponentielle des inégalités, de l'humiliation des peuples, de leur mise en concurrence, de la décomposition de sociétés entières, et de la crise climatique.

Transformer la mondialisation, aujourd'hui dominée par les logiques capitalistes, la dictature des marchés et des institutions financières, passe par des solidarités universelles pour conforter la souveraineté et les droits des peuples et des citoyens, pour porter haut la communauté d'intérêts des peuples et des nations dans un monde de biens communs et de sécurité humaine collective. Tout ceci implique, sécurité physique mais aussi alimentaire, sociale, politique, économique, environnementale. De la sécurité des uns dépend la sécurité de tous.

La France a un rôle constructif à jouer pour redonner de la force au multilatéralisme. Car chaque peuple, chaque nation compte pour un, pour ouvrir la voie à de nouveaux modes de développement et de production, et pour redéfinir, en Europe, un cadre régional de coopération et de sécurité collective inclusif.

4.1 Construire une Europe au service des peuples : redéfinir ses fondements et son modèle de coopération, rassembler les forces progressistes.

L'Union européenne néolibérale est inopérante face aux défis des besoins communs des Européens et de l'humanité, ses logiques de libre-échange, de compétitivité sans entrave, ses priorités données aux marchés financiers, et ses politiques en faveur des intérêts capitalistes ont aggravé les conditions de vie de tous. De plus, par le fait de ses politiques d'austérités qu'elle impose, les conditions d'une nouvelle déflagration, après la crise financière de 2008 sont réunies, et qui annonce une nouvelle crise plus violente que la précédente, que vont subir nos sociétés dès le prochain krach boursier.

L'autoritarisme du pouvoir actuel qui cède aux institutions financières et avec une Banque centrale « indépendante » des processus décisionnels, s'oppose désormais frontalement aux aspirations des mouvements populaires, de l'ensemble des peuples européens qui se voudraient souverains.

La mise en concurrence des travailleurs et les politiques d'austérité ont considérablement appauvri les peuples européens et détruisent les tissus économiques et sociaux de nos pays.

Les tensions et les divisions se développent ; l'UE est, dans sa forme actuelle, rejetée massivement par les peuples. Face à l'arrivée des réfugiés qui fuient la guerre, il n'y a pas de réponse commune, mais des stratégies nationales de fermeture, laissant seuls les pays situés aux frontières de l'UE.

Dans ce chaos qui les dépasse, les classes dirigeantes européennes parlent désormais ouvertement de sa « dislocation » ou d'une possible issue par une « Europe à deux vitesses ». Le retour des nationalismes est un risque bien réel. Par le dumping et le nationalisme montant à jeter ainsi les peuples les uns contre les autres, peut conduire au pire.

L'Europe actuelle est un verrou au développement humain. Mais une coopération régionale d'une autre nature avec un euro au service des peuples et non aux mains des marchés financiers pourrait être un atout dans la lutte engagée pour une autre mondialisation. C'est la raison pour laquelle on ne doit pas abandonner l'idée d'une union des peuples européens. Mais il est indispensable de faire grandir une refondation démocratique sur de nouvelles bases, solidaires et équitables, en Europe. Une vision que devrait faire avancer la France, aux côtés des peuples et des gouvernements qui sont aujourd'hui en lutte pour le développement de leur nation et le respect de leur souveraineté. Membre fondateur de l'UE, la France a une responsabilité particulière et dispose du poids nécessaire pour ouvrir un véritable débat sur les enjeux sociaux, démocratiques, environnementaux, sur le modèle de coopérations démocratiques à mettre en œuvre pour faire entrer l'Europe dans l'ère des biens communs et du mieux-vivre ensemble. Le Parti communiste doit prendre toutes les initiatives possibles et offrir des bases d'actions populaires à toutes celles et tous ceux qui, en Europe, cherchent une issue progressiste à la crise.

Notre pays a les moyens de s'opposer aux logiques guerrières, il peut porter l'idée d'une Europe la paix et de coopération. Une Europe accueillante pour celles et ceux qui fuient aujourd'hui les guerres, les dictatures et la misère. Elle pourrait reprendre le partenariat euro-Méditerranée sur de nouvelles bases pour un co-développement commun. La France peut s'opposer aux règles budgétaires des traités et au démantèlement des services publics et chercher au contraire à les développer à partir d'un fonds européen de développement humain, social et environnemental. Notre pays peut se battre contre le dumping social et les réformes du marché du travail, par exemple en proposant une refonte de la directive des travailleurs détachés, en transposant la directive sur le congé maternité ; en défendant, pour tous les Européens, un modèle de sécurité sociale du travail permettant à chaque jeune de se former, en agissant pour l'intégration de clauses sociales dans les politiques communes. Tout cela suppose la prise du Pouvoir par un fort mouvement populaire conscient de ce qu'il fait, et utilisant sa propre démocratie qui l'unifie.

Porter le débat sur la place de la finance en Europe. La France doit croiser le fer sur le rôle de la Banque centrale européenne et faire en sorte que les 1 100 milliards activent l'économie réelle pour l'emploi, le développement, pour à la socialisation de la société, alliant les investissements, à la transition écologique et à l'intérêt général, au lieu qu'ils aillent se vautrer dans la spéculation financière. Cela implique de se désengager des négociations en cours sur le traité de libre-échange transatlantique (dit TAFTA ou PTCl) et le projet de démantèlement des services, baptisé TISA (Trade in Services Agreement : accord sur le commerce des services). Cela implique de remettre en cause le modèle de construction actuel. Nous voulons une union démocratique de nations et de peuples libres, souverains et associés, et une France qui consulte son peuple sur les enjeux européens clés. Nous défendons l'idée d'une construction à géométrie choisie, qui laisse la liberté aux peuples souverains de définir leur niveau d'intégration de manière démocratique.

4.2 Construire un système mondial de sécurité collective et de paix, fondé sur les droits des peuples, refonder l'ONU et promouvoir de nouvelles coopérations internationales.

Faire reculer les logiques de guerre

La « guerre contre le terrorisme » djihadiste, par les ingérences, les opérations extérieures, les occupations militaires n'a eu pour seul résultat que de renforcer et de plonger des millions de hommes de femmes et d'enfants dans plus de guerre, de violences et de misère. En ajoutant à cela, la liberté maximale pour les capitaux financiers, le développement du libre-échange, la prédation des ressources terrestres, le pillage des richesses produite par prolétariat, par des mastodontes économiques puissants et avec l'affaiblissement des États en Afrique et au Proche et Moyen-Orient, nourrissent ces logiques de guerre puissantes, que les dirigeants mondiaux ne maîtrisent pas.

Il est temps de promouvoir un multilatéralisme qui ne subisse plus les pressions des puissants.

En redonnant à l'ONU les moyens de sa mission initiale affirmée dans sa Charte et en lui donnant autorité sur un FMI profondément transformé, il est possible d'agir sur les causes du « chaos du monde » : le développement du libre-échange, la dérégulation, la déréglementation, la financiarisation des économies, la spoliation des ressources humaines et terrestres, la course aux armements.

Elle pourrait agir sur la prévention des conflits par le traitement prioritaire des inégalités et des injustices sociales et économiques, sur la protection des travailleurs, de leurs droits, la résolution politique des guerres, la promotion universelle des droits sociaux, écologiques et démocratiques, la promotion et la gestion multilatérale des biens communs universels (l'eau, l'énergie, les connaissances) et les libertés fondamentales dont la liberté de circulation et de l'information, la solidarité devant les grands défis climatiques et écologiques du siècle.

À l'opposé des politiques d'alliances antagonistes et des égoïsmes nationaux ou régionaux, de l'OTAN qui participe à l'insécurité du monde, il s'agit de prévaloir des espaces de coopération et de sécurité inclusifs et collaboratifs.

En entravant l'emprise des marchés financiers et des institutions financières internationales (IFI), au premier rang desquelles le FMI, en appelant à leur refonte pour les extraire de l'hégémonie du dollar comme y invitent nombre de pays émergents, l'humanité pourrait ouvrir la voie à des partenariats réciproquement avantageux et basés sur des principes de solidarité et de complémentarité pour relever les défis des mutations économiques, de la maîtrise des échanges, du réchauffement climatique, du désarmement, de la dénucléarisation, de la nécessaire réinvention de nouveaux modes de développement et de production au service des peuples dans le respect des écosystèmes.

4.3 Combattre la guerre économique et les dérives guerrières qu'elle engendre : contester les forces internationalisées du marché par des lois sociales contraignantes et par de nouveaux droits aux salariés et aux élus

L'OMC puis maintenant les accords de libre-échange (ALE) formatent un monde de mise en concurrence des peuples et alimentent protectionnisme, populismes et nationalismes. Ils s'accompagnent d'attaques, sans précédent pour les Européens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et pour tous les peuples dans le monde, contre les droits sociaux, l'accès à l'emploi, les droits syndicaux.

Celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour s'assurer une existence digne sont précarisés, humiliés, méprisés par le travail informel, déshumanisé, sous-payé, non garanti et non réglementé ou par la réduction ou l'absence de protection sociale.

Changer de paradigme, c'est substituer à ces logiques prédatrices celle d'une civilisation humaine du partage, du bien-vivre et du commun garantissant aux peuples et aux citoyens l'égalité des droits politiques, sociaux, économiques, et le plein exercice de leur souveraineté.

La Révolution numérique induit des mutations profondes du travail, du salariat, des modes de production : elle ouvre aussi des possibilités jusqu'ici inédites de mises en commun des ressources et des richesses produites.

La lutte contre les inégalités et les injustices sociales, pour les droits et la démocratie dans toutes les régions du monde sonnent l'heure d'une nouvelle convergence des luttes sociales pour la sécurité de l'emploi, pour l'éducation et la formation, pour la protection sociale, les salaires, les retraites, la santé au travail, la durée légale du travail, le droit de grève, mêlées aux luttes politiques s'appuyant sur une démocratie qui le permet.

Dans ce combat engagé au plan européen et mondial contre le grand patronat, les groupes et les gros actionnaires, l'Organisation internationale du travail a vocation à contribuer au progrès social sur tous les continents à la fois.

Les organisations européennes et internationales des travailleurs, les citoyens, les forces politiques progressistes sont invités à unir leurs forces pour mettre en échec la marchandisation du travail pour des droits humains et pour la conquête de droits nouveaux dans tous les lieux et entités de travail.

2017 : La voie du mouvement populaire pour l'avenir de la France

La France entre en ébullition. Pas une semaine ne se passe sans qu'un événement d'importance vienne bousculer le paysage politique.

C'est d'abord cette colère qui redouble. Colère du monde agricole, colère des cheminots, colère des fonctionnaires, des enseignants... Et, comme pour mettre en fusion ces révoltes, le gouvernement provocateur, adossé à un Medef militant, présente la loi El Khomri qui sonne comme une mise à terre de la protection sociale. Il nous faut mettre en échec, ce dynamitage des protections des salariés contenues dans ce Code du travail qu'entend parachever cette loi après les remises en cause fondamentales inscrites dans les lois ANI (2013), Rebsamen et Macron.

Sous couvert de «simplification », l'objectif du projet de loi El Khomri/Valls/Macron est de sous-traiter l'adoption de mesures régressives en créant par le chantage un rapport de force favorable à l'employeur.

Prenons la mesure de ce qui se passe. Il n'y a pas seulement une réaction de colère ou de défense : un mouvement profond est en train d'émerger. Ce mouvement, qui s'appuie sur les réseaux sociaux, qui commencent à faire bouger la jeunesse, dit que trop c'est trop, que «c'est maintenant qu'il faut bouger », que «c'est maintenant qu'il faut faire de la politique », que «c'est maintenant qu'il faut montrer qu'on vaut mieux que ça », et qu'il est possible de le faire, en unifiant les forces politiques et sociales tirant vers un même processus d'évolution positive de la société en s'organisant avec une démocratie qui le permet.

Cette action prend force au moment où le débat est relancé dans la société tout entière sur les contenus politiques. Nous avons raison de ne fermer la porte à personne et nous allons tout faire pour que converge le débat entre les mouvements des luttes sociales et politiques qui émergent.

La situation peut-elle se déverrouiller ? L'espoir renaît, le peuple, les jeunes retrouveront la confiance dans une politique transparente et commune à tous, si nous leur en proposons le comment faire, par la voie de l'action, de l'union et d'une démocratie qui le permet. De petits coins se déchirent dans les brouillards libéraux qui bouchaient tous les horizons. La société est prête à se questionner à nouveau. Et il commence à se dire, à s'écrire que «nous valons mieux que ça »! Nous ne devons pas rater le coche.

Dans le même temps, nous le savons bien, la défiance dans la politique reste immense. Les tensions et les divisions dans la société française n'ont pas disparu. De très nombreuses forces, politiques et patronales, travaillent à ce qu'une autre politique ne puisse pas faire irruption. Après les résultats aux élections intermédiaires, le Front national cherche à s'imposer comme une réponse à ces crises politiques dans un fracas d'allégations, mais sans rien changer des bases économiques qui fondent sa fortune évidemment.

Ne pas rater le coche, c'est, dans les luttes et les mobilisations qu'il nous faut agir, pousser, faire converger les idées, y être et en être. Y poser le débat de perspectives inédites, non comme un ralliement à telle ou telle stratégie politique, telle ou telle candidature, mais pour que le mouvement social et politique s'élargisse et converge. Pour qu'il puisse définir et garantir la pérennité de ses propres solutions construite en commun et en cohérence avec les outils financiers dont il se dote.

Dans quelle situation la France se trouve-t-elle à un an de la fin du quinquennat Hollande ?

En 2017, la France sera de nouveau avec l'élection présidentielle et les élections législatives face à un choix crucial de société pour son avenir. En 2012, elle s'est débarrassée de Nicolas Sarkozy et espérait un changement avec François Hollande. Quatre ans plus tard, ce ne sont que renoncements, désillusions et

trahisons.

Tout au long du quinquennat, le gouvernement et sa majorité parlementaire ont conduit la France dans une impasse économique et sociale, en particulier avec les 40 milliards d'euros du CICE versés aux entreprises sans aucun contrôle, sans transparence économique et politique, et le refus de toute tentative de réorientation de la politique bancaire et monétaire européenne. Le bilan de cette politique est sans appel : 700 000 chômeurs supplémentaires en quatre ans et la poursuite de la destruction du modèle social français, issu des luttes populaires et de la Résistance, pour servir les intérêts patronaux et financiers. Alors que de nombreux économistes prédisent un nouveau krach, d'une plus grande ampleur que celui de 2008, le gouvernement n'a tiré aucune leçon du passé et continue d'alimenter la crise par ses politiques d'austérité, preuve en est, il s'inscrit dans le libéralisme et qui de fait, fait éclater la Gauche.

Trois mois après les derniers attentats, la prolongation de l'état d'urgence et l'extension de la déchéance de nationalité sont inefficaces pour assurer la sécurité des populations et bafouent les valeurs de la République. Elles visent en réalité à déplacer le débat politique national des enjeux sociaux mettant l'accent sur les questions sécuritaires et identitaires et créent ainsi les conditions d'une nouvelle offensive réactionnaire.

La loi travail est une nouvelle étape dans la fuite en avant ultralibérale du gouvernement. Elle enterre définitivement les 35 heures en dérégulant le temps de travail, elle facilite le licenciement et plafonne les indemnités prud'homales, elle renforce et conforte les pouvoirs du patronat et du profit, elle affaiblit les syndicats. Cette loi constitue la plus grave attaque contre les droits des travailleurs depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cette crise économique se conjugue avec une crise politique historique, avec une véritable rupture démocratique. Des millions d'ouvriers, de salariés, d'électeurs de gauche se détournent des urnes au fur et à mesure des renoncements présidentiels. La confiance dans l'exécutif et dans tous les partis politiques est au plus bas. Cette confiance à l'aveugle entre citoyens et responsables politiques depuis des lustres a atteint ses limites, résultat à l'issue des élections régionales, le Front national est à un niveau jamais atteint dans notre pays. La démocratie est exsangue.

La crise écologique, elle aussi, continue de s'aggraver car aucune des mesures prises durant le quinquennat n'est au niveau de la gravité de la situation. L'application de l'accord de la COP21 nécessiterait qu'on tourne le dos aux dogmes libéraux, du laisser-faire les puissances financières et du court-termisme alors que le gouvernement relance sa politique vers toujours plus de libéralisme, la santé du peuple en fait les frais.

Ainsi, à la veille des échéances de 2017, nous sommes dans une situation politique inédite. Si le scénario d'un match à trois entre le président sortant, le candidat de la droite et Marine Le Pen se confirme pour la présidentielle, les Français n'auront aucun espoir de voir leurs intérêts défendus et voir des solutions efficaces pour en finir avec ces crises. Ce scénario étoufferait les aspirations populaires en interdisant leur représentation politique pour de longues années. Ainsi, l'action conjointe d'un couple présidentiel attaché à décimer la gauche, des forces nationalistes et réactionnaires libérées de toute inhibition et du patronat engageant avec les travailleurs une guerre sans limite ont radicalement changé les conditions politiques depuis 2012. Les échéances électorales de 2017 doivent se situer dans un tout autre contexte.

Un affrontement est en cours entre celles et ceux qui sont attachés à la gauche et le clan gouvernemental qui a déjà dit « adieu à la gauche » et cherche à construire sur ses décombres un bloc social-libéral de type « démocrate » à l'américaine. Ainsi, ce n'est pas simplement l'issue des rendez-vous électoraux mais bien l'avenir du mouvement social et de son progrès qui est en jeu, et par conséquent l'avenir de la France. Nous contestons fermement l'idée que la gauche est morte, non seulement parce que c'est faux, mais surtout parce que la Gauche ce n'est pas seulement la représentativité Droite/Gauche à l'Assemblée nationale, délimitée par les pratiques et les processus de la Démocratie libérale, empêchant de fait le

Prolétariat conscient de sa classe de s'unir et d'activer tout son potentiel politique pour accéder aux responsabilités politiques dans toutes les structures de l'État. Il y a d'un côté les exploités et les exploités, conscients de l'être, mais qui dans l'hémicycle sont totalement sous-représentés. Nous sommes déterminés à proposer une autre voie, une autre démocratie, celle de la construction du socialisme à la française avec des politiques qui se construisent en commun avec l'ensemble du Prolétariat.

Aujourd'hui, des millions de jeunes, de d'hommes et femmes sont disponibles pour chercher et trouver une autre voie pour la France. Ce sont les citoyens qui se reconnaissent dans les valeurs d'un communisme du XXIe siècle telles que nous les définissons ici, qui invite à ce qu'il soit connu et reconnu comme outil de la transformation sociale. Nous avons obligation d'en faire la proposition à l'ensemble du Prolétariat sans se préoccuper de leurs errances politiques. Désorientés et démobilisés ces prolétaires-citoyens par les choix du président de la République, mais aussi par les divisions de cette Gauche politique incapable de s'unir sinon au moment des échéances électorales comme une étincelle pour accéder au Pouvoir avec des compromis aussitôt oubliés une fois l'élection passée. Ces prolétaires-citoyens disent «stop». Ils sont très nombreux dans les syndicats, dans les associations, notamment celles qui agissent dans l'urgence sociale, les droits humains, la laïcité, l'éducation populaire, l'économie sociale et solidaire, la culture, la santé, à vouloir s'investir dans la construction, de politiques à leur mesure et qui prennent en compte le potentiel politique de chacun. Combien de travailleurs, d'ouvriers, d'employés, d'enseignants, de chercheurs, humiliés par le manque de considération, et de reconnaissance dans leurs conditions de vie et de travail, sont disponibles pour redonner un sens profond à leur vie, prêt à s'investir dans une pratique politique de qualité qui se construit en commun ?

Le Parti communiste veut et peut ouvrir la voie à un rassemblement qui s'étoffe et qui se consolide en permanence.

Contribuons à un débat où ces forces diverses se retrouvent pour dire ce qu'elles souhaitent, jusqu'ou elles veulent aller ensemble et dans quelles conditions, participons à la mise en mouvement d'une citoyenneté de qualité qui sait travailler collectivement et donc qui peut s'unir de la base au sommet. Cette orientation n'est pas nouvelle. Nous avons, de longue date, tiré enseignement des échecs des combats de la gauche et de nos propres combats en disant que la mise en mouvement du peuple dans une démarche collective, populaire et citoyenne est la clé d'un succès de la transformation sociale. Mais il n'est plus possible de faire abstraction du potentiel politique de chaque citoyen ; Il y a donc l'urgente nécessité de lui offrir la possibilité de devenir un acteur politique à part entière en dépassant tous les clivages électoralistes de cette Gauche en perte de vitesse, et des groupes et des Partis qui ne peuvent pas s'unir, figés dans les pratiques et les concepts de la démocratie libérale.

Nous avons la responsabilité de proposer l'unification d'un rassemblement inédit et qui se construit pas à pas. Il ne s'agit plus d'unir des Partis et des organisations politiques, mais d'unir les citoyens, et les prolétaires pour construire ensemble des politiques communes et à leur image. C'est un mouvement populaire, inédit fait de citoyens politisés que nous voulons faire émerger, permettant ainsi aux forces qui se réclament du prolétariat, de l'écologie politique, aux forces syndicales, au mouvement social, au monde du travail et de la création, de pouvoir s'unir sur de nouvelles bases démocratiques, pour écarter le danger de la droite et de l'extrême droite, et pour construire des majorités politiques dans tous les lieux de Pouvoirs.

Comment inscrire cette perspective dans le futur proche ?

La majorité que nous voulons construire, c'est d'abord une majorité populaire unie pour un projet qui répond aux aspirations des citoyens et des prolétaires. Le niveau des luttes sociales et l'impact des mouvements populaires et citoyens sont absolument décisifs pour construire le rassemblement dont nous avons besoin. Les communistes et son organisation vont devenir le réceptacle de cette construction populaire. Nul besoin d'être adhérent au Parti communiste pour être désignés à des candidatures pour un

mandat électoral. Le communisme n'appartient pas au seul Parti Communiste. C'est la reconnaissance du travail politique des uns et des autres qui dictera la conscience de ceux qui participeront à la désignation par reconnaissance des candidats aux élections, tout comme dans toutes autres responsabilités. Le Parti communiste est donc plus que jamais un outil incontournable, pour tout construire autrement. Mesurons l'impact de cette construction politique inédite qu'elle pourrait avoir par exemple pour la lutte contre le projet de loi El Khomri ou contre le projet de révision constitutionnelle, qui est déterminant pour installer un rapport de force favorable à ce mouvement populaire en gestation.

Les luttes, nécessaires pour résister et gagner, sont aussi des moments de prises de conscience des enjeux dans lesquels les débats politiques peuvent s'accélérer. Ces débats porteront sur la conquête de tous les Pouvoirs.

Constituer un mouvement populaire et citoyen nécessite des initiatives politiques permettant des débats et des actions d'envergures. Nul doute que l'expérience des communistes pour les activer et les animer sera déterminante pour cette construction inédite de la politique qui pourrait prendre racine dans les quartiers, dans la ruralité, comme dans les usines. Les propositions politiques, le mouvement social et le mouvement syndical en ont à revendre, il y a donc nécessité de les mettre en osmose et en cohérence avec tout ce qui sera possible d'être fait et en rapport avec le rapport de force que produiront les élections de 2017, et son degré d'atteinte aux politiques des lois du marché de la finance et de la possibilité de créer une monnaie commune.

Nous ne sommes pas là dans la constitution de cahiers de doléances mais dans la construction politique à partir des réalités du mouvement social et du mouvement populaire et de son potentiel politique.

Nous ne voulons pas d'une démarche de sommet, nous voulons un peuple acteur.

La majorité que nous voulons devra être une majorité parlementaire qui permet de constituer un gouvernement au service de l'ensemble du peuple.

La réforme sur le quinquennat et l'inversion du calendrier, plaquant les élections législatives cinq semaines après l'élection du président de la République a été voulue pour favoriser l'élection d'une majorité aux couleurs de la Présidence, installant de fait une domination des deux partis PS et LR sur la vie politique avec le concours des médias dominants. Mais nous pouvons bousculer cet ordre établi, en tirant avec une candidature communiste représentative du mouvement social et du mouvement populaire relayée par les candidatures par circonscriptions désignées par reconnaissance et par le plus grand nombre émanant du mouvement social et du mouvement populaire. Il est certain que pour cette mise en pratique de la Démocratie Communiste le temps nous manque, mais nous pouvons compter sur le dévouement des militants communistes, pour travailler à ce cheminement démocratique dans les meilleures conditions possible. L'essentiel c'est de voir par circonscription les points extrêmement porteurs et demandeurs par le mouvement social pour que la désignation des candidats corresponde aux aspirations populaires de chaque territoire. Il y a donc urgence à réunir, les mouvements sociaux qui sont prêts à apporter toutes leurs contributions, leurs expériences et leurs savoirs faire pour constituer l'épine dorsale des candidatures aux futures législatives et en osmose avec la candidature à la Présidentielle.

Il est évident, que c'est du rapport de force qui sortira des urnes, que le mouvement social et le mouvement populaire pourront poursuivre leurs actions avec d'autant plus de force que le travail politique en amont aura été fait. Même si le mouvement populaire ne sort pas victorieux de cette initiative, il pourra continuer le combat dans des conditions renforcées pour la transformation permanente de la société. Les perspectives alors sont immenses pour les futures échéances électorales. Nous ne pouvons rien prédire, c'est le rapport de force du mouvement social et du mouvement populaire qui dictera l'avenir.

Pour construire une majorité populaire l'élection présidentielle est un moment décisif

étroitement lié aux législatives.

L'idée se répand selon laquelle il n'y aurait rien à attendre de 2017. Nous refusons résolument cette fatalité. C'est pourquoi nous communistes nous devons ouvrir la porte au mouvement social et au mouvement populaire. À partir du moment où le mouvement social a des propositions, c'est qu'il a une démarche politique. Ce n'est pas en s'inscrivant dans des primaires que nous ferons plier le bipartisme ou la trilogie du libéralisme. Les tenants de la démocratie actuelle ne changeront rien à leurs bases démocratiques, et ils ne céderont rien aux acteurs politiques émanant du mouvement populaire et du mouvement social. Ce sont ces mouvements qui en utilisant la Démocratie communiste vont pouvoir anesthésier les détenteurs des cordons de la bourse. C'est en permettant au mouvement populaire dans son ensemble de s'impliquer dans le champ politique que des politiques communistes qui se construisent en commun construiront un socialisme à la française. Seul le Parti Communiste a la force et la puissance de permettre au mouvement social et au mouvement populaire de prendre toutes leurs places dans l'hémicycle. En 2017 avec cet objectif-là, et dans ce cadre-là, c'est le mouvement populaire qui peut et qui doit renverser la table, il peut faire Révolution mais une révolution pacifique basée sur une démocratie inédite la sienne, la Démocratie des prolétaires et celle des communistes.

Les candidatures issues du mouvement populaire et du mouvement social vont bousculer l'ordre établi, qui consiste à choisir entre des candidats émanant de Partis politiques en concurrence permanente, sans se préoccuper des réalités de ce que vivent les citoyens et les prolétaires. Cette majorité populaire doit et peut s'élargir, dès lors, qu'elle sait que les idées vont dorénavant primer sur le choix des personnes. Du mouvement social et populaire ne sortira jamais des professionnels de la politique, mais des acteurs politiques expérimentés par les luttes qu'ils mènent. Ils ne seront pas forcément reconduits lors des prochaines échéances électorales, c'est le travail politique et son évolution entre deux mandats qui dictera les prochaines désignations par reconnaissance, sans que cela ne porte atteinte à qui que ce soit. Par contre les idées poursuivront leur chemin. C'est le jugement collectif qui après dépouillement des bulletins individuels et à bulletin secret, préservant ainsi l'intime conviction de chacun et ne blessant personne, qui fera alors force de loi.

Nous proposons donc une candidature communiste à la présidentielle, qui émane du mouvement social ou du mouvement populaire et désignée le plus rapidement possible, pour impulser immédiatement la campagne électorale de la présidentielle et des législatives mêlées. Il va de soi qu'il est impossible d'avoir des responsabilités politiques au sein du Parti Communiste et être élu par le mouvement populaire. L'élu communiste devra se soustraire le temps de son mandat électif à ses responsabilités politiques au sein du PCF. Les candidats aux législatives émanant de ce mouvement populaire et social pourraient construire les grandes lignes d'un projet collectif commun, avec leurs spécificités propres et leurs expériences, et de le mettre en cohérence avec une économie à monnaie commune si le rapport de force permet de la construire, mais aussi dans le cadre de l'économie actuelle envisager des procédures significatives pour développer l'emploi et dégager du pouvoir d'achat pour tous. Le Parti communiste de par son expérience politique est en mesure de proposer par exemple la construction d'établissements bancaires à monnaie commune pour faire disparaître la pauvreté et le chômage, mais aussi de proposer au mouvement social et au mouvement populaire ce que va décider le congrès.

Depuis des lustres, nous communistes demandons la proportionnelle, mais elle ne nous sera jamais accordée dans le contexte de la démocratie libérale actuelle. Ses détenteurs, se battent contre nous, en permanence et ils ont une arme redoutable les médias intègres, efficaces et même discrets. Mais les médias fonctionnent avec des êtres humains qui eux aussi s'ils se sentent concernés par le mouvement populaire, s'ils se reconnaissent dans le Prolétariat, pourraient jouer un rôle déterminant le moment venu. Dans cet espace médiatique qui paraît totalement ouvert, l'indépendance de l'information est de mise. Les problèmes, les scandales, la recherche de la vérité etc. etc. Tout semble parfait, tout est dit, sauf ce qui ne l'est pas. La médiatisation de tout ce que fait, ce que représente le Parti communiste, les mouvements populaires et les mouvements sociaux alors là c'est l'omerta, ou bien c'est à minima de minima. Normal ! ils

se battent contre nous. En définitive, nous ne pouvons compter que sur nous-même, en tout. Les candidatures émergeant du mouvement social et du mouvement populaire vont produire un effet de choc. Mais elles vont produire également, une proportionnalité de fait, par l'effet de la représentativité populaire. N'attendons rien, de cette société libérale, elle ne cédera sur rien d'essentiel pour elle, construisons tout avec nos outils, nos valeurs, notre économie et notre démocratie.

L'Europe

Les mouvements populaires et progressistes européens ont eux aussi besoin de se solidariser entre tous et avec nous. Au moment où se négocient des traités comme le TAFTA, ou ces traités sont mis en cause par l'immense majorité des peuples ils doivent être renégociés démocratiquement, comme l'espace Schengen, le pacte de stabilité, le TSCG, ainsi que la politique commune agricole, la politique de défense, la politique migratoire, la politique monétaire et le rôle de la BCE, les candidats du mouvement populaire en France doivent donc avancer leurs propositions pour rompre avec l'austérité et engager avec tous les autres mouvements, la construction d'une Union européenne dans la voie du progrès social.

Le pouvoir sur l'argent

Être prolétaire et citoyen aujourd'hui, c'est se battre contre la dictature des marchés financiers et conquérir tous les pouvoirs sur l'argent à l'entreprise comme dans la cité. Au moment où une nouvelle crise est en marche, où les inégalités en France comme dans le monde sont de plus en plus criantes, le mouvement populaire conscient de ce qu'il fait, peut en France remettre toutes les pendules à l'heure, sans lui le Parti communiste n'a pas d'assise. La politique ; du mouvement populaire qui va se construire en commun, c'est celle de la jeunesse, des femmes et des hommes de ce pays. Cette politique va répondre inévitablement aux besoins vitaux : énergie, alimentation, eau, transport, santé, vieillissement, éducation etc.etc. si ce mouvement a les moyens de maîtriser le Pouvoir de l'argent. Les politiques énergétiques, les politiques alimentaires, les réformes de la fiscalité à mettre en place, favorables au mouvement social, ne s'activeront qu'en fonction du rapport de force sortit des urnes, mais aussi si le climat de confiance que nous pouvons générer se fait jour. Le mouvement populaire doit s'emparer de la question du comment nous allons fonctionner, et du comment les questions des pouvoirs de l'argent vont être traités. L'argent, coule à flots et le peuple n'en a pas. Il ne suffira pas de faire des transferts d'argents vers les salaires et le pouvoir d'achats, si à la première occasion venue, le capitalisme reprend d'une main ce qui l'a donné de l'autre. Il y a obligation de créer une monnaie commune pour pérenniser un processus qui s'étale dans le temps pour être le moins possible tributaire du capitalisme.

Démocratie politique et social

Pour qu'une politique communiste puisse être efficace, il y a besoin d'une économie qui ne puisse pas faire du profit. La monnaie commune le permet mais la condition première c'est qu'elle soit organisée sur des bases démocratiques saines et non avec une démocratie de passoire où la confiance à l'aveugle règne. La meilleure façon de se faire confiance c'est de mettre tout sur la table. Sans transparence politique et économique, le socialisme se dégradera et replongera dans les griffes du capital. Une bonne politique communiste qui se construit avec le mouvement social, va inévitablement construire du socialisme. Pour bien comprendre ce qu'est le communisme, nous ne pouvons pas dire : une politique socialiste construit du communisme. Sans la Démocratie communiste le socialisme ne peut pas se construire. Sans une confiance mise à toute épreuve, les déviances s'activeront. Sans reconnaissance du potentiel politique de chacun les politiques communistes ne peuvent pas se construire pour tous et par tous.

Changer la vie

Pour changer la vie, il faut au-delà des conditions matérielles il nous faut améliorer nos relations humaines, nos rapports aux autres comprendre et écouter l'autre lui apporter notre savoir et se délecter du sien. C'est la fraternité et la solidarité qui unit les êtres humains, mais en politique, il y a deux contextes possibles celui crée du lien, et celui qui divise tout. Entre capitalisme et communisme il n'y a pas photo. Prolétaires de tous les pays unissez-vous prend ici tout son sens. Plus le prolétariat développera sa démocratie et son économie, plus il socialisera la société.

Des transformations utiles et concrètes pour un Parti communiste hautement démocratisé

Ce texte a pour objectif de redéfinir la stratégie de reconstruction d'un militantisme de masse. Nous subissons depuis des décennies une réduction de nos effectifs, les cellules de quartiers, de village et surtout des entreprises, ont quasiment disparu. Il s'agit donc de tout reconstruire autrement. Nous restons un Parti de militants combattifs mais aux effectifs considérablement réduits. Alors que les cellules sont des lieux de prédilection pour approfondir les débats, qui permettent à chacun d'apporter tout son savoir, et de capter le savoir des autres, elles sont au cœur même des idées qu'expriment les citoyens et les prolétaires. Elles sont la base et le socle du Parti. Une cellule se nourrit des idées de ceux qui la font vivre. Pas un communiste ne pense pareil, pas un n'est au même niveau de connaissance, et pourtant c'est là où la fraternité se construit, cette richesse-là est incommensurable. Avec la démocratie communiste qui uni, qui soude, qui élargi, notre base et notre assise commune vont permettre la démultiplication des cellules. Ainsi c'est là, au cœur du militantisme de masse que nous pouvons mener la bataille des idées et au plus près des citoyens et des prolétaires. En réalité aujourd'hui ce que nous voulons, nous ne pouvons pas le réaliser, mais avec la démocratie communiste nous nous donnons les moyens de développer et d'élever une conscience de classe. Au fond ce que nous ne voyons pas aujourd'hui, c'est qu'il ne suffit plus de vouloir l'union, l'unité, le rassemblement, mais de se donner les moyens politiques et logistiques pour l'accomplir. La cellule en est la base. La fraternité va reprendre des couleurs du fait même de l'activation de la démocratie communiste porteuse d'une assise de confiance inébranlable. Nous sommes à la fois tous des militants de base, mais aussi tous des dirigeants potentiels. Cette reconnaissance des uns vis-à-vis des autres est notre richesse et notre puissance face à un capitalisme de plus en plus pervers, quand il atteint les sommets de la santé mentale, quand il est porté en lui comme une traînée de poudre, les violences psychologiques et les suicides faites à tous ceux qu'il exploite directement et indirectement.

1. Un Parti communiste efficace pour changer la société

Face à la crise systémique du capitalisme, aux déséquilibres financiers, écologiques et politiques de notre monde contemporain, le capital cherche à s'adapter pour garder l'hégémonie du modèle de société. Des rapports d'exploitation nouveaux créent conflits et oppositions entre citoyens ayant, souvent, les mêmes intérêts de classe. Depuis quelque temps, les partis apparaissent comme dépassés, « pourris », archaïques. Derrière ce discours, appliqué aussi aux syndicats, se cache la volonté pour la classe dominante de remettre en cause toutes les formes d'organisation collective dont se sont dotés les citoyens depuis plus d'un siècle. Les citoyens tentent de défendre leurs droits, ils s'organisent, construisent des projets pour contester le Pouvoir en place, mais qui est corseté par le capitalisme. Les communistes veulent dépasser le capitalisme, mais pour le dépasser il faut pouvoir d'abord l'anesthésier et c'est en construisant du communisme que cela deviendra possible. S'il est vrai que les Partis politiques sont en compétition permanente pour la prise de tous les Pouvoirs y compris dans cette gauche en perte de vitesse, il est vrai aussi que le Parti des communistes n'est absolument pas fondamentalement dans une logique de compétitivité. Il n'est pas un Parti comme les autres. Il a voulu construire l'Union de la Gauche, elle ne s'est pas construite, elle ne s'est pas unie pour la simple et bonne raison, qu'elle ne pouvait pas le faire. La Démocratie libérale basée sur la concurrence et la compétitivité faisait et fait barrage en permanence à cette volonté d'unifier les forces politiques qui ne menait qu'à un suivisme d'un électeur obligé de rester passif. Mais avec la démocratie communiste c'est l'unité de classe, l'unité de la classe des prolétaires qui va enfin se réaliser. C'est alors, que le dépassement du capitalisme pourra s'activer.

1.1 Agir pour une confiance totale entre tous

1.1.1 Capacité à être partie prenante d'initiatives concrètes

L'un des obstacles que nous rencontrons est la difficulté à faire partager notre conviction, fondée sur l'expérience que la transformation progressiste de la société est possible. Cet objectif apparaît lointain et

cela fait douter de l'utilité immédiate de l'engagement. Un grand nombre d'hommes et de femmes de ce pays ont un besoin vital de surmonter les difficultés quotidiennes que leur impose la société actuelle et qui les paralysent, mais il nous faut comprendre, qu'ils sont dans l'impossibilité de percevoir ce que nous sommes, et ce que nous sommes capables de faire. C'est en transformant nos rapports aux autres que nous pourrions consolider l'unité entre tous. Le mouvement social doit devenir notre partenaire privilégié, laissons les autres partis politiques mener leur barque. La vie extrêmement dure que certains vivent, fait passer au second plan la question de leur engagement. Le dynamisme de l'action politique collective a été cassé par la priorité qui en était donnée, à vouloir en permanence unir des forces politiques disparates. Le militantisme de base alors passait au second plan et plus grave il était bafoué quand il fallait céder des places à des candidatures de circonstances, au détriment du travail politique mener en profondeur par des militants locaux connus et reconnus de tous. Un communisme hautement démocratisé apporte les réponses à ses difficultés majeures. Elles sont liées d'ailleurs à l'immédiateté de la possible transformation de la société. Autrement dit, lier le réel avec nos perspectives, pour le court, le moyen et le long terme exige de reconstruire un militantisme de masse. C'est ainsi que nos idées considérées comme utopiques deviendront enfin réalisables. C'est pourquoi à cette perspective de mise en pratique de notre démocratie va impulser de la reconnaissance entre ceux qui font partie des 99 %, autrement dit la classe des prolétaires et ainsi elle va pouvoir s'agréger et faire unité. C'est la démocratie communiste proposée ici qui permet de faire vivre nos valeurs à travers des actions concrètes et au plus près du peuple des prolétaires. Les communistes se saisissent de toutes les injustices du quotidien, les politisent en y répondant par la construction de l'unité, la mise en partage et de la mise en cohérence des idées qui viennent de partout, en s'appuyant sur les valeurs humanistes qui les animent.

1.1.2 Le PCF : un outil pour comprendre, agir, s'émanciper et s'épanouir

La classe dominante qui occupe l'essentiel du pouvoir politique et économique, fait tout pour éviter l'irruption du peuple dans le débat public et évidemment sa possible prise de tous les pouvoirs. La concentration des médias dans les mains de quelques grandes fortunes, les politiques de casse du service public, d'Éducation nationale et de la culture, comme la criminalisation de l'action collective en sont des exemples frappants. Mais la classe dominante, est fragilisée par sa propre démocratie bien libérale, qui enferme le peuple sous une chape de plomb, et de fait l'invite à implorer. Le tout est de bien voir que la Démocratie communiste permettra justement à ce peuple, de ne pas exploser mais bel et bien d'implorer en se structurant politiquement, efficacement évitant ainsi les espoirs déçus et les lendemains qui déchantent.

Tous les actes de notre Parti servent à rendre intelligible le monde et à démontrer que le peuple, quand il est acteur, quand il peut s'unir, peut tout transformer, que l'action collective peut changer la société. En définitive ce n'est qu'une question de structuration entre les différents acteurs qui peut faire évoluer considérablement la société. Le Parti s'il comprend que l'unité n'est pas un combat, mais une construction entre tous, lié au mouvement social, alors ensemble ils vont changer la société. Les communistes doivent aider chacun à prendre conscience du fonctionnement des rapports sociaux d'exploitation et de domination, pour faire en sorte qu'un grand nombre de citoyens deviennent des acteurs politiques potentiels, activant ainsi une vie politique au service de tous. Ils doivent veiller à ce que chacun puisse s'ouvrir à la dimension politique. Parce que le partage des savoirs c'est le partage des pouvoirs, nous partageons nos analyses et échangeons sans cesse avec d'autres pour les enrichir pour s'enrichir afin de permettre au plus grand nombre d'investir tous les espaces politiques disponibles.

1.1.3 Investir tous les lieux de décision pour prendre tous les pouvoirs

Les institutions de la Ve République sont profondément en crise et leur légitimité est mise à mal. Elles concentrent les pouvoirs en les confisquant aux citoyens. Nous réaffirmons notre volonté de prendre le pouvoir avec et pour le peuple, avec et pour le mouvement social. C'est sur le champ de la conquête pour une vie meilleure par l'engagement politique du citoyen, et par la réappropriation des enjeux de

transformation de la société avec le plus grand nombre que nous nous engageons, pour devenir une force politique à hauteur de nos ambitions.

Notre parti à vocation à présenter à toutes les élections politiques des candidats qu'il désigne par reconnaissance après un travail politique accompli avec le mouvement social et le mouvement populaire pour construire des majorités stables et durables. Les candidats ne seront pas forcément reconduits à chaque élection, mais les projets politiques se poursuivront du fait du travail politique accompli collectivement et en permanence.

Nous ne voulons pas prendre le pouvoir pour prendre le pouvoir, nous voulons que s'active le pouvoir des exploités, des prolétaires, et ainsi le partager entre tous pour faciliter la transformation sociale. Cela suppose de construire la politique à partir des aspirations de la population, sans perdre un instant de vue, la mesure des obstacles que dresse sans relâche la classe des dominants : celle de la finance et des institutions qui servent ses intérêts. La conquête démocratique de classe ne peut faire l'économie de la culture politique. Nous ne voulons pas seulement conquérir les institutions politiques pour une nouvelle République, nous voulons qu'une VI^e République puisse se construire à partir des aspirations du peuple. Le patronat et les marchés financiers détiennent d'immenses pouvoirs : les maîtriser est décisif. Nous voulons que le pouvoir des salariés, de la population avec ses élus puisse intervenir dans la gestion des entreprises et ainsi maîtriser la circulation et l'utilisation de l'argent, qu'accapare aujourd'hui le patronat, les actionnaires et les banques.

1.2 Construire avec les 99 % ou avec le prolétariat

Aujourd'hui, une toute petite minorité de quelques centaines de personnes qui s'approprie les richesses produites par le travail de milliards d'individus, tout en surexploitant la planète. C'est donc l'immense majorité, celle qui crée les richesses qui sont les victimes du capitalisme. C'est elle que nous avons l'ambition de rassembler en utilisant le concept de la Démocratie communiste. C'est avec cette démocratie qu'aujourd'hui : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » va devenir enfin réalisable.

En France, le concept de la « classe moyenne » a été largement utilisé pour diviser les salariés. Elle correspond en réalité à la vision de ce que veulent les libéraux, les capitalistes, qui divisent tout pour mieux régner. Or, nous vivons une période où certaines des réalités objectives qui ont fondé ce mythe tendent à disparaître. Ainsi, les enseignants commencent leur carrière à 1,5 fois le Smic et les cadres du privé subissent une intensification de leur travail, tout en étant exclus des décisions. Les ouvriers, nombreux dans notre pays malgré la désindustrialisation, pâtissent d'une exploitation féroce. De même, les employés font face à des méthodes de management déshumanisantes. Les ouvriers et les employés qui constituent la majorité de ceux qui vivent ou cherchent à vivre du travail, n'ont pas le droit à la parole et sont exclus de la scène politique. Les femmes constituent 80 % des temps partiels et pourtant elles sont 50 % du salariat. In fine, elles ont des retraites inférieures à 47 % à celles des hommes. Elles sont avec les jeunes les travailleurs les plus pauvres, les exclues du système pour que le Profit se régénère sans cesse. De plus, le capitalisme a ses failles, en détruisant des industries et en concentrant les capitaux, il prolétarise économiquement une partie de la bourgeoisie mais qui a du mal à le reconnaître idéologiquement. Il existe donc des possibilités immenses, à l'unification des prolétaires sur le plan politique et économique. Le prolétariat ne s'élargira que si chaque prolétaire se reconnaît lui-même faisant partie de sa classe en opposition totale à la classe des capitalistes.

Depuis plusieurs années, nous avons un débat sur la façon de nommer la classe majoritaire. Si le mot prolétariat a toujours du sens, il n'est plus compris par la majorité de ceux qui le composent. La faute en incombe à ce que le Parti communiste l'a retiré de son langage, et donc, le prolétariat ne pouvait pas prendre conscience de son état. En cherchant à unir les forces de Gauche et en flirtant avec la social-démocratie, laissant ainsi les prolétaires en perte de repères, il supprimait de son langage ses propres fondamentaux. Le concept d'Union de la Gauche est totalement faux, la Gauche ne pouvait pas et ne peut

pas s'unir. Le Prolétariat lui par essence le peut. Certes il lui manquait le concept de la Démocratie communiste pour se reconnaître, s'unir et se consolider, mais aujourd'hui nous ne pouvons plus en faire abstraction.

La notion de classe ouvrière ne suffit plus à elle seule à identifier l'ensemble des exploités. Le prolétariat n'est pas que la classe ouvrière, même si elle en est le fer de lance. Le prolétariat c'est l'ensemble de ceux qui subissent la dictature du profit. Aujourd'hui, plus de 90 % des actifs sont exploités directement ou indirectement par le seul système économique existant à l'heure actuelle, le capitalisme. Les rapports d'exploitation qui aujourd'hui se développent avec le statut d'autoentrepreneur comme Uber, le développement des travailleurs indépendants ou encore des stages ou le télétravail qui reposent sur un éloignement du salariat donnent à voir ce que représente le Prolétariat d'aujourd'hui et dans son ensemble. L'expression « les 99 % » n'est pas fondamentalement moderne ni rassembleuse, elle n'est que le reflet d'un pourcentage qui d'un pays à un autre n'est pas forcément le même. Le Prolétariat n'est pas un pourcentage, ils se composent d'hommes et de femmes qui se reconnaissent comme des exploités pour faire cause commune, mais aussi il est composé de ceux qui sont exploités ou exploitables, et qui s'illusionnent sur le capitalisme. Aurions-nous l'idée de supprimer le mot démocratie au profit d'un pourcentage ? Le prolétariat est un mot fondateur de communisme. Les communistes ont la responsabilité d'unir tous les prolétaires, démocratiquement dans la sérénité et dans le calme. Nous voulons permettre à chacun de se reconnaître dans cet affrontement de classe, entre exploités et exploités et de s'organiser en conséquence pour le faire avec le plus de perspicacité possible. La difficulté, c'est de percevoir que certains sont exploités et exploités à la fois, c'est donc que le prolétariat est une notion complexe qu'il nous faut explorer en permanence.

2. Développement du Parti

Le Parti communiste est un interlocuteur connu et reconnu dans le paysage politique international comme national. Notre parti dialogue et construit de manière étroite avec des forces politiques communistes et progressistes du monde entier. Il attache une grande importance au dialogue avec les mouvements sociaux, syndicaux et citoyens organisés, qui contestent l'ordre mondial actuel. C'est particulièrement vrai au plan européen, où le niveau d'interdépendance des pays membres de l'Union européenne et l'intensité du combat de classe rendent indispensable la construction de politiques communes. Le PCF, qui peut s'adresser en confiance et dans le respect mutuel à l'ensemble des forces du prolétariat européen et des forces progressistes européennes a une responsabilité toute particulière. Notre parti préside le « Parti de la gauche européenne » depuis 2010 il a fortement contribué à l'émergence de son unification. Mais, il est intéressant d'ailleurs de remarquer qu'il lui est impossible de s'unir aux forces de la gauche européenne qui émane de la social-démocratie. Il serait bon d'ailleurs que cette structure européenne ne soit pas un Parti, mais une organisation des forces communistes et progressistes effaçant de fait le mot gauche qui porte à confusion. Cette dimension internationale et européenne donne force aux prises de position que nous avons nationalement. Le PCF est une force institutionnelle, avec ses élus, locaux, nationaux et européens, comme au travers de ses expressions et ses prises de position nationale et internationale sur l'actualité, les analyses et les solidarités politiques qu'il développe. Mais cette richesse prendra d'autant plus de puissance, s'il s'appuie sur ses fondamentaux et avec un langage clair, qui ne porte pas à confusion.

2.1 Le militantisme : une richesse incontournable

Le Parti communiste a une richesse militante en capacité de responsabilité et d'efficacité pour faire vivre le communisme, socialisant ainsi toute la société. De plus il a une réserve de militants potentiels, avec tous ceux qui depuis des années se sont détachés du PCF du fait de ses errances avec la social-démocratie. Là encore avec la Démocratie communiste nous pouvons reconstruire un militantisme de masse où chaque communiste est alors pris en considération. La Désignation par reconnaissance de chacun est acte politique majeur. Il ne développe pas seulement d'un jugement individuel et collectif mais une responsabilité individuelle et collective. Le Parti communiste est riche de la diversité des adhérents qui le

composent, de la diversité de leurs engagements associatifs, syndicaux et d'élus. Pour tirer parti de cette richesse, il s'agit de faire du concept de « reconnaissance » des uns vis-à-vis des autres un socle incontournable et indéboulonnable pour asseoir une confiance totale nécessaire à l'universalité du communisme.

La démocratie communiste ne se réduit pas à la question du vote. Elle permet à chacun de déployer son potentiel politique en permanence et partout. Cette voie démocratique inédite est la clef de voûte de la transformation de toute la société. Chaque militant doit être en mesure de capter toutes les informations qui lui sont nécessaires pour mener à bien son combat politique. Il est essentiel que les interventions écrites des camarades dans chaque structure du Parti soient mises à la disposition de tous et dans leur intégralité, pour que chacun puisse parfaire son analyse et son jugement. Avec les nouvelles technologies des échanges fructueux et très constructifs vont pouvoir se nouer bien au-delà des lieux de vie, ils vont devenir une richesse incommensurable pour faire évoluer les idées et tisser des liens de fraternités bien au-delà des frontières. Il est évident qu'en faisant vivre la Démocratie communiste scrupuleusement, une multiplication de personnalités d'exception se réclamant du communisme va apparaître aux yeux de l'opinion publique. Ces personnalités intègres, dénuées de tout carriérisme, de tout professionnalisme politique, vont redonner confiance et espoir à des millions de gens.

La cotisation est un élément essentiel qui nous donne les moyens matériels de nos ambitions. C'est aussi un acte politique majeur, qui crée un lien de confiance entre tous les communistes. Ce n'est pas la cotisation qui donne droit aux votes mais la carte d'adhérent. Chacun est libre de voter en son âme et conscience ou pas. Être adhérent au Parti Communiste français suppose une adhésion renouvelée tous les ans à sa cellule locale. La volonté de chacun à reprendre sa carte se fait dans la structure politique de là où il vit, dans sa cellule locale, c'est la seule condition à sa participation aux votes. Les adhérents qui ne payent pas leurs cotisations ou qui ne renouvellent pas leur carte, cela signifie qu'ils sont en désaccord politiques sur des points cruciaux ou qui leur semble cruciaux. L'intelligence des communistes et leur volonté à s'unir supposent surtout pour les plus démunis ou les plus défavorisés de ne pas avoir de tarifs contraignants. Cela suppose de laisser libre court à la cotisation de chacun. Toute fois la cotisation des 1 % des revenus, peut rester la règle morale de base elle devient ainsi la règle à minima, sans que cela ne soit contraignant pour qui que ce soit. Par contre avec le concept de la Démocratie communiste cela suppose un lien étroit des cotisations avec les adhérents d'une cellule locale. La Transparence financière étant de mise, repérer ceux qui sont en difficulté, peut lever bien des incompréhensions et ressouder les camarades. C'est dans la cellule locale où cotisations et renouvellement de la carte se font. Pour les militants dans les cellules d'entreprises, ce sont les cellules locales qui tiennent lieu de remise de cartes et de versements des cotisations. C'est ainsi que des liens entre les cellules locales et les cellules d'entreprises vont s'enrichir mutuellement. C'est la cellule locale qui reversera la part de chaque adhérent à la cellule d'entreprise. Les moyens et les besoins financiers entre cellules locales et cellules d'entreprises vont les unir, elles deviendront ainsi source d'action et d'information commune, de soutien, et de fraternités entre tous. Ceux qui par leur travail sont éloignés de leur lieu de vie, cela ne changera rien, l'avantage c'est qu'ils auront toutes les informations de là où ils vivent. La difficulté à regrouper des camarades éparpillés dans des entreprises éclatées permet ainsi de ne pas les écarter de toutes activités politiques. Un seul lieu de cotisations permet de tisser une multitude de liens et de réseaux, pour une plus grande efficacité politique.

La fraternité et la solidarité des communistes sont les conditions de l'élargissement de notre politique à toute la société. L'évolution de notre relationnel aux autres suppose de bien saisir ce que communisme veut dire aujourd'hui et ce qu'il pourrait devenir demain aux yeux des prolétaires qui se reconnaissent comme tels, ou qui ne s'y reconnaissent pas. Tout le monde parle à tout le monde, la politique est partout. Osons dire la profondeur du comment nous agissons, du comment nous fonctionnons et cela donnera confiance à ceux qui doutent de nous.

La formation est un enjeu essentiel pour comprendre toute la complexité de notre société et les enjeux politiques au XXI^e siècle. Pour se libérer des idées dominantes, nous devons affûter nos outils pour nous

émanciper du capitalisme, mais en construisant du communisme partout où c'est possible. Cela suppose la connaissance du marxisme vivant.

2.2 Le renforcement pour développer nos capacités d'analyses et d'actions

Nos combats politiques ne pourront être victorieux que si nous sommes capables de modifier les rapports de forces dans la société. L'adhésion au Parti communiste suppose pour le nouvel adhérent de pouvoir s'y intégrer de façon naturelle, d'y trouver tous les ingrédients pour s'y sentir à l'aise, et pouvoir approfondir ses connaissances par la formation politique que le Parti est en mesure de lui apporter. Plus de monde, c'est plus d'intelligence, de force et de volonté pour construire, agir et influencer sur la bataille idéologique. L'adhésion au Parti communiste est un acte réfléchi, volontaire et conscient. Plus le Parti démontrera ce qu'il est dans sa profondeur, plus les adhésions et les réadhésions se multiplieront. Proposer l'adhésion n'est pas si simple, cela suppose le respect de l'autre, parfois un travail politique en profondeur sur une longue période permet de consolider le relationnel entre communistes et non communistes. Parfois certains sympathisants refusent de s'engager c'est leur choix, à eux nous devons être capables, de leur apporter toutes les informations dont ils sont demandeurs ou que l'on juge que cela peut les intéresser. Une carte de sympathisants pourrait leur être proposée pour assister à toutes nos activités internes, formations comprises. Cela ne donnerait pas droit aux votes internes, mais ouvrirait nos portes à tous ceux qui veulent en savoir plus sur nous. Nous n'avons rien à cacher, bien au contraire, eux aussi ont des idées à nous apporter.

2.3 Entreprises, quartiers populaires, zones rurales : repenser nos priorités d'implantation

Nous le voyons, ce besoin de lien que chacun entretenir avec l'ensemble des adhérents des sympathisants ne peut se mettre en place que dans une volonté de s'organiser au plus près de ce qui fait la vie quotidienne de chacun et en tenant compte des particularités de chaque territoire. Cet objectif doit s'accorder avec la réalité de la politique nationale européenne et internationale qui se déroule sous nos yeux en permanence, et les réponses qu'apportent nos dirigeants nationaux. Notre ambition de structuration dans les lieux ou les choix politiques actuels font le plus de ravages : entreprises, quartiers populaires, zones rurales sont à démultiplier, c'est ainsi que la porte doit être ouverte en permanence à tous ceux qui veulent en savoir plus sur nous. L'entreprise et les lieux de travail appellent une réflexion particulière : ce sont des lieux de pouvoir, de luttes idéologiques et politiques intenses, où le Medef et le gouvernement agissent pour imposer un consensus d'acceptation à leur choix, pour exploiter la force de travail de tous leurs salariés. La Démocratie communiste va permettre de reconstruire des espaces de réflexions politiques au cœur même de l'exploitation. Mais les cellules d'entreprises ne pourront se reconstruire qu'à partir du relationnel des communistes dans les cellules locales. En effet que ce soit une grosse entreprise ou une petite, les cellules d'entreprises ne peuvent pas renaître spontanément. La plupart des camarades sont partis à la retraite, et pour reconstituer un militantisme de masse au sein du monde du travail, cela passe par les cellules locales actives, et qui sont connues et reconnues de tous. Une cellule locale, doit devenir la tête de pont pour la création des cellules d'entreprises et des activités politiques en direction des entreprises grandes ou petites. En effet, les communistes dans une entreprise n'ont pas forcément des liens suffisants pour se reconnaître entre eux et agir ensemble au sein d'une même entreprise, les cellules locales alors pourront alors avoir un rôle déterminant à jouer par les échanges entre sections et fédérations.

2.4 Structures et directions

Avec la démocratie communiste nous devons à partir de la cellule restructurer l'ensemble du Parti de façon pyramidale, mais nous devons aussi partir de l'existant. Actuellement les sections font souvent office de cellule, elles vont avoir un rôle déterminant pour reconstituer les cellules locales et d'entreprises. Les fichiers, d'adhérents, d'anciens adhérents, de sympathisants, doivent en être le fer de lance. De plus nous devons aussi intégrer les changements institutionnels survenus suite à la réforme territoriale, qui poussent

à une concentration de pouvoirs dans des hyper-structures des métropoles, des régions, des communautés de communes, sans oublier les circonscriptions. Là encore, c'est en partant des cellules et des sections, ou les communistes pourraient s'organiser en réseau et ainsi travailler à moindres frais avec chacune de ces hyperstructures pour suivre les élus quels qu'ils soient et rapporter à nos élus les réactions des communistes, du mouvement social et de la population, par réseaux électroniques interposés. Bien entendu ses superstructures devraient être organisées en partant du même processus de désignation par reconnaissance pour en assurer leur efficacité. Ainsi les structures cellules, sections, fédés et national resteraient sur les bases 1/4 comme moyen de mutualisation. Cela demandera bien entendu des rencontres entre dirigeants de ses superstructures avec les structures de financements. Pour les régions une mutualisation des frais pourrait en être confiée aux fédés et au national par exemple.

Tout en respectant notre structuration statutaire actuelle nous pouvons faire évoluer nos statuts en y insérant le concept de Démocratie Communiste ainsi que des propositions faisant cohérence avec nos objectifs à atteindre.

Nos directions doivent garantir une élaboration démocratique de nos choix, rendant chaque adhérent acteur de cette construction. Une fois ces choix effectués, les directions se doivent d'impulser, d'animer et de développer les capacités d'initiative individuelles et collectives. Ce processus d'élaboration, d'impulsion et d'animation suppose une mise en commun des savoirs et des expériences au service d'une maîtrise collective et individuelle des situations enjeux. Ce travail de nos directions doit s'accompagner d'un suivi et d'une évaluation de nos activités afin d'être réactifs et d'adapter nos initiatives aux événements imprévisibles de la société. Nos réactivités politiques alors feront sens et force quand elles s'appuieront sur les besoins et les préoccupations qu'exprime la société. Nous devons produire des outils électroniques, qui soient mis à la disposition de tous. Une meilleure circulation de l'information doit correspondre aux ambitions que l'on se donne. Pour mieux distribuer l'information elle doit être recentrée sur une plateforme commune. Seules les quatre structures pourraient être habilitées à alimenter cette plateforme. Chacune alimenterait la plateforme commune des activités qu'elle produirait. De plus pour que chacun puisse réagir à un texte il pourrait individuellement s'adresser à l'auteur, en rentrant en lien direct, mais non public avec lui. C'est à l'auteur de décider s'il donne son adresse mail ou pas. Ainsi bien plus efficaces que des commentaires polluants et pollueurs, ces interpellations et ces échanges, pourraient devenir des sources d'information et d'échanges d'idées profitables aux auteurs, aux dirigeants, ou aux responsables locaux. La grande difficulté c'est la masse d'information à traiter. En confiant cette responsabilité aux quatre structures cela permet d'éviter tout éparpillement de l'information et permettre ainsi à chacun de se plonger au cœur de la réalité de la vie politique. Mais il y a obligation pour la plateforme commune, de trier et de hiérarchiser les informations. En effet l'interlocuteur qui cherche une information doit y accéder rapidement. Par exemple s'il cherche une information sur l'activité d'une entreprise, il doit y avoir accès facilement en tapant son nom, il doit voir immédiatement si une cellule de proximité existe ou si un réseau de cellules d'entreprises et rattachées à une cellule ou des cellules locales. Cela invitera les cellules d'un quartier à travailler en étroite collaboration avec les salariés des entreprises. Elles pourront évidemment se faire aider par la section.

Les brèves sont nécessaires, pour aller à l'essentiel, mais aussi pour que chacun puisse très rapidement en capturer le détail. Il est évident que si nous conservons nos quatre structures de base, elles pourront alors devenir des piliers d'informations pour tout le Parti, mais aussi pour le tout public, puisque tout sera regroupé sur une plateforme commune. En effet si une cellule diffuse son activité sur le quartier, non seulement elle sera mise à la disposition de la population du quartier, mais aussi à la disposition de tout le Parti et de toute la société. Une superstructure par exemple pourra travailler sur ce qui est fait localement et affiner ainsi ses interventions sur son territoire. Il est donc indispensable de préserver l'anonymat des camarades, car Internet c'est aussi une jungle. Le souci c'est aussi de ne pas submerger les camarades d'informations qui n'apportent rien. La communication est un art difficile. La signature d'une structure à une autre portée qu'une signature individuelle. Les textes individuels diffusés sur la plateforme commune et sous la responsabilité des quatre structures, se doivent de respecter la confidentialité entre deux

interlocuteurs. Si l'on veut que les relations humaines évoluent il y a nécessité de préserver l'intime conviction de chacun, tout en favorisant les échanges d'idées. Cette plateforme commune est tout indiquée puisqu'elle existe, c'est pcf.fr.

Le Congrès aura à se prononcer sur nos objectifs et sur nos choix stratégiques pour 2017. Si ce texte est adopté, une Conférence nationale devra être convoquée dans les meilleurs délais pour que les principes et le processus de la Démocratie communiste soient appliqués. Pour que la transparence politique et économique soit totale, les Désignations par Reconnaissance et les Commissions de Transparence doivent s'activer dans tout le Parti. C'est à partir de l'état du Parti qu'il va se restructurer avec l'ambition première de reconstruire les cellules de quartiers, de villages, d'entreprises en désignant par reconnaissance et à bulletins secrets tous les postes à responsabilités. Comme la reconnaissance existe déjà de fait dans le Parti, il ne devrait pas être déstabilisé. Pour constituer une section, une fédé, ou toutes autres structures, réseaux, comité de ville, Région, ce principe doit obligatoirement s'appliquer partout, c'est la garantie d'une confiance inaltérable entre tous les communistes qui renforce la fraternité et la solidarité entre tous les camarades et construit ainsi un socle qui peut s'élargir en permanence. Pour le bon fonctionnement du Parti trois représentants au minimum d'une structure doivent être désignés pour la structure supérieure. C'est l'intelligence et les spécificités locales qui fixent le nombre de camarades pour constituer les cellules et les sections. Les cellules les sections peuvent se scinder autant de fois qu'elles le souhaitent. En effet les cellules sont par excellence des lieux de prédilection pour les débats au plus près des citoyens, les structures pyramidales sont là pour les aider à fonctionner le plus et le mieux possible.

Les cellules peuvent fonctionner en réseau, pour démultiplier les débats. La responsabilité du communiste et des communistes c'est de faire vivre le Parti dans les meilleures conditions possible, ne pas surcharger les camarades, et veiller en permanence à ce que l'information circule au plus près des citoyens. La diffusion des journaux est un acte majeur. Avec l'huma électronique la diffusion de toute information ciblée est un plus. Ne jamais oublier les camarades qui ne sont pas informatisés, un réseau de diffusion d'information doit être organisé tout spécialement au plus près d'eux et pour eux. Pour qu'une cellule travaille bien la politique il ne faut, n'y être trop nombreux, n'y mouliner les mêmes idées, toujours avec les mêmes. La richesse des idées, les innovations, les expériences sont transmises aux instances supérieures pour une diffusion large. Lancer une bouteille à la mer arrive toujours quelque part, mais plus une information est pertinente, plus elle doit remonter dans toutes les instances supérieures et le plus rapidement possible. Prendre le pouls de l'opinion publique, ce n'est pas faire un sondage, c'est comprendre le ressenti pour améliorer la communication ou retravailler les idées politiques pour qu'elles deviennent plus pertinentes, plus efficaces. La politique est un art dès lors qu'elle ne manipule personne.

Partant de ces principes, toutes les intelligences dans le Parti, pourront animer des débats passionnants et des activités politique avec le plus de perspicacité possible. Il ne s'agit pas ici d'approfondir tout en détail, mais de démontrer que tous liens qui se créent qui se nouent entre camarades, sont autant de processus qui vont combattre le capitalisme dans sa profondeur, et de plus en construisant un communisme hautement démocratisé autour de nous c'est un avenir porteur d'espoir qui s'ouvre. Organiser des débats sereins avec le mouvement social va impulser un mouvement populaire puissant.

Il est évident qu'avec ce principe le Conseil national va être composé d'au moins trois camarades par fédé, voir plus pour les fédés les plus importantes. Mais et nous le savons tous n'iront pas à tous les conseils nationaux. Par contre il s'agit de renforcer les fédés les plus faibles par leur propre potentiel à monter en puissance. Il s'agit donc de veiller à ce qu'un seul y soit présent pour tisser et renforcer les liens avec les instances inférieures. L'élargissement de la base va inexorablement faire grandir le nombre de membres au Conseil National y compris dans les autres structures, mais alors les tâches pourront être partagées et démultipliées, et le repérage des personnalités d'exceptions non seulement va consolider en profondeur tout le Parti, mais ce processus va permettre à nos dirigeants nationaux d'être disponibles pour des débats d'envergures sur tout le territoire. C'est le Conseil national qui doit élire sa direction et son ou sa secrétaire nationale à bulletins secrets. Ce principe vaut pour toutes les structures. C'est donc que d'un congrès à un

autre les cartes seront en permanences rebattues mais ce sont les idées qui en seront le moteur. Cela n'a pas d'importance, si les mêmes sont reconduits cela démontre que ce sont des personnalités d'exception, s'ils ne le sont pas, ils permettent aussi à d'autres d'acquérir toujours plus d'expériences, de compétences bénéfiques à tout leur entourage. Peu importe qui dirige, l'important c'est la captation des meilleures idées, qu'elles soient diffusées et reconnues par le plus grand nombre.

3. Quelle conception et organisation de la pratique citoyenne ?

3.1 Partage d'expériences et nécessité d'inventer de nouveaux outils et réseaux

Avec la Démocratie communiste, nous pouvons expérimenter une citoyenneté qui peut se fédérer autour d'idées locales représentatives, pour tout faire bouger. Les liens entre le tissu associatif, le mouvement social, les salariés, mais aussi et selon les territoires avec les paysans de la terre et de la mer nous pouvons construire des projets locaux en cohérence avec la réalité de l'économie. Les projets dans une économie de marché et les projets avec une monnaie commune ne seront pas de même nature. Mais si on innove avec une économie à monnaie commune tout le tissu associatif en sera renforcé progressivement, et en rémunérant les bénévoles les plus en difficultés, nous alors redonner espoir à tous ceux qui souffrent et leur permettre ainsi de se réinsérer dans la société avec dignité. Ils pourront choisir autant d'associations qu'ils veulent jusqu'à obtenir un véritable salaire. Je ne développe pas mais tirer ce fil-là, c'est tirer le fil du communisme il est extensible à profusion.

De plus avec les cellules locales qui retrouvent des couleurs, les débats et les rencontres à thèmes vont pouvoir se démultiplier. Là aussi les communistes auront une lourde responsabilité quant à la mise en cohérence des idées avec possibilité de transformer l'économie. Du prélèvement des impôts, des gestions collectives locales, de renouer avec le sens du bien commun, de se désengager avec les prédateurs de la finance, de la création d'une monnaie commune pour créer de l'emploi, etc., etc. La reprise en main des collectivités locales par le mouvement populaire passe par une élaboration politique de longue haleine. Une élection en prépare une autre. Les débats pour débattre ne suffiront pas, il s'agit de définir un cadre économique et politique pour que tout se construise se transforme en cohérence non seulement pour s'opposer mais pour dépasser ainsi l'ordre établi. Nous le savons les élections locales se heurtent à la domination du capital, nos objectifs à faire régresser la pauvreté et le chômage sur un territoire passe aussi par le dynamisme à tisser des liens entre les salariés des entreprises et les citoyens de ce même territoire. Nous ne serons jamais assez nombreux pour tout faire, donc nous ferons ce que nous pourrons.

Il ne s'agit plus d'avancer des vœux pieux mais de proposer des solutions économiques et politiques permettant de satisfaire les besoins locaux, par la construction politique en commun de tout ce qui est possible de faire. Cela demande du temps, et de l'énergie. Mais il nous faut également mesurer le poids historique de chaque communauté ou lieu de vie, et celui des aspirations des citoyens pour qu'avec eux tout puisse se construire en faisant tout bouger les lignes économiques et politiques. Nous n'avons pas à nous préoccuper des organisations politiques locales, nous avons à nous occuper du potentiel politique du plus grand nombre de citoyens. Ainsi nous découvrirons des personnalités utiles à l'ensemble de la communauté s'en qu'elles soient adhérentes au Parti communiste. C'est avec ce travail politique conséquent et de longue haleine, que là aussi des personnalités d'exception reconnues par le plus grand nombre vont apparaître. Bien évidemment nous allons avoir besoin de communiquer avec tous.

Nos outils de prédilection sont, *l'Humanité* et *l'Humanité dimanche*. Nous pourrions pour les informations locales utiliser la plateforme de l'Huma électronique. Cette possibilité décuplerait nos forces d'autant que nous pourrions plus facilement et uniquement éditer sur papier les numéros en direction de tous ceux qui n'ont pas cette technicité à leur portée. Quand au financement de cette plateforme commune, les cellules pourraient organiser des collectes de fonds à chacune des activités collectives qu'elles organisent. Là aussi la mutualisation de notre presse pourrait se faire sur la règle des 1/4. Ainsi l'achat de nos journaux

nationaux et fédéraux par l'effet de leur reconnaissance dans la diffusion des journaux locaux et sur une même plateforme électronique pourrait voir leur diffusion augmenter.

Nous devons nous orienter également vers la mise sur orbite d'une radio populaire avec le même processus de financement que nos journaux, mais en associant des organisations sociales et culturelles qui gravitent autour de nos idées pour pouvoir impulser de véritables confrontations d'idées avec toute la société.

3.2 Des élus qui agissent pour satisfaire les besoins des citoyens

Militants du rassemblement et de la démocratie sous toutes ses formes, défenseurs de la justice sociale, des libertés et des droits pour tous, les élus communistes et Républicains partout où ils sont présents jouent un rôle essentiel et irremplaçable pour l'essor de leur territoire. À tous les échelons, ils font entendre leur voix, et ils joignent leurs actes politiques concrets à leur engagement contre les politiques d'austérité de l'ordre libéral. Dans nombre de territoires, ils ont contribué à arracher des victoires, ils innovent, rassemblent, et ils développent ainsi ce lien indispensable de proximité. En lien avec le terrain ils participent à l'ancrage de la force communiste sociale et démocratique. La démocratie locale est un laboratoire décisif, dans un temps où les citoyens se détournent de la politique. Confrontés, à la montée des besoins, à la diabolisation de la dépense publique, au « coup d'État » permanent contre les collectivités territoriales, contre les services publics, et contre la démocratie dans ce qu'elle a d'universel, ces élus voient leurs marges de manœuvre se réduire. Dans ce contexte, les élus communistes et républicains résistent, n'acceptent pas que l'ordre actuel soit la fin de l'histoire. Ils prennent des initiatives particulières, issues du mandat faisant sens à leurs engagements pour le progrès social. Ils s'organisent nationalement au sein de l'ANECR. Ils se nourrissent de l'apport du Parti communiste français, de l'activité de ses adhérents mais aussi du mouvement social, associatif, et culturel et de ce mouvement populaire naissant. La richesse de leurs pratiques de proximité, la place et le rôle de ces élus appellent aujourd'hui à de nouvelles constructions pour ouvrir un champ plus vaste à la citoyenneté. Leurs analyses et leurs réflexions, en lien avec la connaissance et les actions que mène le PCF, sur la manière dont les institutions doivent fonctionner et dans la perspective d'une VI^e République, invite à tisser des liens plus ténus avec les citoyens. Des espaces d'échanges s'activent profondément au moment des élections, mais baissent d'intensité après les élections. Aujourd'hui il nous faut les démultiplier et les intensifier tout au long des mandats. Lien entre élus et citoyens est un impératif face aux nouveaux enjeux que pose à la société. Les communistes ont un rôle déterminant pour que des rencontres publiques aient lieu, pour donner plus de force aux élus, mais aussi percevoir ainsi les difficultés que les élus rencontrent. Tous les citoyens perçoivent ce qu'ils subissent au quotidien, mais ils ne peuvent pas percevoir tous les rouages des politiques politiciennes et des manipulations capitalistes en tout genre. C'est ainsi que le peuple conscient de l'état de nos institutions et des connivences de certains élus à vouloir se maintenir coûte que coûte aux postes de commande en faveur des dogmes de l'économie de marché, doit pouvoir en mesurer dans les faits et dans les actes les difficultés des élus communistes et républicains. La mission d'un élu est d'égale valeur à la mission d'un citoyen. Plus il y aura de citoyens politisés conscients des difficultés, plus des actions citoyennes de qualité pourront se développer en faveur de leurs élus.

3.3 Le défi de la jeunesse

La jeunesse est la première victime d'un capitalisme assoiffé de profit. Crise économique, écologique, crise des droits à vivre dans un monde ouvert, crise des pouvoirs politiques et crise de la démocratie, crise du vivre ensemble et crise du mieux-être de chacun, les jeunes communistes ou pas, ressentent de pleins fouets tout ce qui se trame au-dessus de leurs têtes. Cette situation les invite à l'inacceptation de l'inacceptable, ils ont soif de justice, de paix, et de mordre la vie à pleine dent. Les jeunes biberonnés au fatalisme ambiant ont trop souvent une vision sombre de leur avenir. Ils n'acceptent plus les conditions que leurs aînés ont subi, ils veulent prendre à bras-le-corps tous les potentiels qui leur sont offerts, mais qui trop souvent, leur sont inaccessibles. Pourtant, en quête de perspectives, et d'ambitions individuelles et collectives, pour eux et pour leur entourage, ils œuvrent à l'évolution du monde par leurs connaissances, et

dans leurs pratiques quotidiennes qu'elles soient sociales ou culturelles et par leur imagination débordante à vouloir bousculer par exemple tous les modes de communications, d'organisation et de mobilisation collective. Souvent exclus des lieux de décisions, les jeunes sont à la fois des acteurs de résistance et les rats de laboratoire à la merci d'un capitalisme destructeur de vie. Capter leurs problématiques ce n'est pas investir leurs organisations politiques propres. Mais c'est reconnaître le bien-fondé de leurs organisations à part entière, leur indépendance, leur imagination pour qu'ils puissent nous interpeller et nous familiariser aux innovations que cette jeunesse bouillonnante peut et doit nous apporter. Il est donc urgent de les associer en tant que sympathisants de faits dans nos cellules s'ils souhaitent y venir jouer quelque peu les troubles fêtes, non seulement pour échanger, mais pour construire des liens intergénérationnels. Travailler la politique avec la jeunesse va nous éclairer sur ce que l'on ne perçoit pas d'elle. La MJCF et sa branche étudiante, l'UEC, indépendante du PCF doivent se nourrir de nos expériences, sans nous singer, mais au contraire elles doivent inventer leur propre mode de fonctionnement aujourd'hui et imaginer les politiques de demain dont ils en seront les acteurs à part entière. Nous pourrions non seulement leur apporter un soutien financier, en tant qu'organisation, mais aussi de par notre relationnel avec ceux qui travaillent, qui galèrent, dans des stages et des petits boulots, qui sont isolés ou qui ne veulent plus entendre les discours de leurs aînés les plus proches, nous pourrions les inviter dans nos cellules pour qu'elle découvre, cette jeunesse, la diversité des communistes. Cette jeunesse a besoin de se confronter à la diversité du Parti, de son histoire, de ses échecs et de ses victoires mais aussi aux expériences des organisations sociales salariales et culturelles. Mêlons à chaque fois que nous le pouvons nos générations pour qu'elles s'enrichissent mutuellement de nos différences, tout en leur laissant les coudées franches dans leurs organisations respectives et indépendantes.

Aline Béziat
Rochefort, le 18 mars 2016

alinebeziat@orange.fr